



fonds  
initiatives  
 suez

BILAN 2015  
UN ENGAGEMENT SOLIDAIRE





## Développer l'accès aux services essentiels dans les pays en développement

<b>ENJEUX DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT</b>	12	ACTION CONTRE LA FAIM	20	ACTED	28
AMREF	14	INTER AIDE	20	AIJC	29
DECOUVRIR		TRIANGLE GH	21	PREMIERE URGENCE IALE	30
ANALYSER AGIR	15	GRET	22	LA CHAÎNE DE L'ESPOIR	31
PUITS DU DESERT	15	ROTARY	23	AQUASSISTANCE	32
SOLIDARITÉS INTERNATIONAL	16	EAU&VIE	23		
GK SAVAR	16	ACTED	24	<b>ENJEUX DE LA GESTION DES DÉCHETS</b>	34
MORIJA	17	SECOURS CATHOLIQUE	24	GRET	35
AFEMAC	18	CARITAS FRANCE	25	CEFREPADE	36
RAINDROP	19	CROIX ROUGE	26	GOODPLANET	37
1001FONTAINES	19	EAU VIVE	27	AMOR	37
		CARE	28		

fonds  
initiatives  
suez

LE SENS DE NOTRE ENGAGEMENT	05
EVALUER, ACCOMPAGNER, PARTAGER	06
CARTE DES RÉALISATIONS 2011-2015	08
REMERCIEMENTS	58



## Favoriser l'insertion par l'emploi et la formation

<b>ENJEUX DE L'INSERTION</b>	40	ACTA VISTA	46
REJOUÉ	42	SECOURS CATHOLIQUE	46
LAZARE	42	CARITAS FRANCE	47
LA CIMADE	43	SAN LORENZO	48
LA MAISON POUR REBONDIR	44	UNIS-CITE	48
RÉSEAU COCAGNE	45	ATOUS COURS	49
PROMOFEMMES	45		



## Renforcer les compétences et stimuler l'innovation

LA CHAIRE PARISTECH «SUEZ - EAU POUR TOUS»	52
LES PRIX SUEZ INITIATIVES - INSTITUT DE FRANCE	54





**Jean-Louis Chaussade, Directeur Général de SUEZ, Président Fondateur du Fonds SUEZ initiatives:** En septembre 2015, l'ONU adoptait les nouveaux « Objectifs de Développement Durable » dont celui de « Garantir l'accès de tous à l'eau, l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ». En décembre 2015, la COP21 nous rappelait les conséquences du dérèglement climatique sur les ressources en eau, dans un contexte marqué par l'augmentation de la population mondiale et l'explosion urbaine,

présente et à venir. Par ailleurs, en France, les chiffres indiquaient un enracinement de la précarité de la population éloignée de l'emploi et des situations d'exclusion.

**Frédérique Raoult, Directeur du Développement Durable et de la Communication SUEZ:** Autant de défis et de signaux qui appellent chacun, à titre individuel et collectif, à prendre résolument ses responsabilités, au sein de la société civile et aux côtés des institutions. La mobilisation de tous les acteurs dans leur diversité est essentielle, et

le rôle des entreprises est aujourd'hui capital face à ces enjeux. C'est le sens de l'engagement du Fonds SUEZ initiatives depuis cinq ans, en apportant un appui financier et technique aux porteurs de projets qui œuvrent aux côtés des populations fragilisées, dans les pays en développement comme en France.

**Marie Trelu-Kane, Présidente co-fondatrice d'UNIS-CITE, Conseillère au Conseil Economique, Social et Environnemental:** Dans les projets d'accès aux services essentiels comme

dans ceux destinés à favoriser l'insertion, la volonté est bien de mettre les bénéficiaires au centre des projets, dans une vision globale de développement intégré. Renforcer leurs compétences et leur implication est un gage de pérennité des actions menées, mais aussi et surtout une démarche constitutive de la restauration de la dignité des personnes. C'est ce même objectif qui sous-tend les programmes de transfert de connaissances et de savoir-faire soutenus par le Fonds.



# Le sens de notre engagement



**Jean-Marc Borello, Président du GROUPE SOS:** En effet, les porteurs de projets soutenus par le Fonds, parce qu'ils sont directement confrontés à l'urgence parfois vitale d'apporter des réponses aux besoins des populations qu'ils accompagnent, sont d'emblée engagés dans une logique de résultats. Ils sont des « entrepreneurs », capables de s'adapter, d'anticiper, d'innover, pour concevoir et mettre en œuvre des solutions adéquates, durables et porteuses d'avenir. Cette approche intègre pleinement les bénéficiaires, c'est une force irremplaçable, que vient consolider l'appui technique et financier du Fonds SUEZ initiatives.

**Lorsque nous décidons de soutenir un projet, nous recherchons une dynamique humaine qui s'anime autour d'objectifs partagés, au-delà du simple financement.**

**Cynthia Fleury, Philosophe, chercheuse et enseignante universitaire:** Oui, soutenir des projets de développement, c'est aussi encourager des processus qui donnent ou redonnent aux individus le pouvoir et la liberté de reprendre en mains la construction de leur vie, c'est conforter le rôle essentiel de chacun au service de la communauté humaine. Cela concerne les populations que nous soutenons bien sûr, mais également les porteurs de projets et tous les collaborateurs impliqués à un titre ou un autre dans la mission du Fonds.

**Jean-Louis Chaussade:** Lorsque nous décidons de soutenir un projet, nous recherchons une dynamique humaine qui s'anime autour d'objectifs partagés, au-delà du simple financement. Nous entrons ainsi dans une démarche de co-responsabilité pour l'aboutissement du projet avec toutes les parties prenantes : porteurs de projets, populations représentants des communautés locales, experts du groupe en mécénat de compétences. Autant de projets, autant de collaborations porteuses d'avenir, pour le renforcement du développement humain. \*



# Évaluer, accompagner, partager



## Comment sélectionnez-vous les projets que vous décidez de soutenir ?

**Myriam Bincaille, Déléguée générale du Fonds SUEZ Initiatives :** Depuis cinq ans, nous recevons chaque année un grand nombre de candidatures, que nous évaluons toutes selon un processus rigoureux. Nous voulons nous assurer que le soutien financier et technique que nous apportons aux associations et ONG contribuera efficacement au développement et à la réussite de leurs projets. Nous voulons que leur impact et leur durabilité apportent de réelles et très concrètes réponses aux défis

que nous avons choisi de relever : dans les pays émergents, l'accès aux services essentiels, la formation et le renforcement des compétences pour les populations ; en France, l'insertion sociale et professionnelle pour les personnes éloignées de l'emploi ou en difficulté sociale.

**Dominique Pin, administrateur du Fonds SUEZ Initiatives :** Le processus d'évaluation se fait en trois temps : les dossiers sont d'abord passés au crible d'un ensemble de critères de pré-sélection, qui constituent la « charte » du Fonds. Les dossiers retenus sont ensuite trans-

mis à un Comité d'experts, les « évaluateurs », la plupart collaborateurs actifs ou retraités du Groupe. Ils étudient et notent les projets à la lumière d'une grille de 25 critères qui embrassent toutes les composantes techniques, financières, géographiques, opérationnelles, de durée, de gouvernance... Les projets sélectionnés sont enfin soumis à l'approbation du Bureau ou du Conseil d'Administration du Fonds, présidé par Jean-Louis Chaussade.

## Vous arrive-t-il d'aller au-devant des porteurs de projets pour leur proposer votre soutien ou les conseiller dans leurs projets ?



**Myriam Bincaille :** Généralement, non, car notre grille de critères et le périmètre de nos interventions sont suffisamment précis pour

que nous recevions des candidatures bien ciblées. Mais nous pouvons aussi être plus proactifs. Par exemple, en 2015, face à l'aggravation de la situation des migrants, nous avons contacté directement des associations pour leur proposer notre soutien (voir page 37), nous avons voulu ainsi marquer fermement notre solidarité dans cette crise.

**Dominique Pin :** De la même façon, nous sommes convaincus que les enjeux sanitaires et environnementaux liés au traitement des déchets sont aussi importants que

modeste, qui nous présentent des initiatives innovantes et que nous jugeons porteuses d'avenir. Les aider à se développer fait partie de notre mission.

## Pouvez-vous préciser en quoi consiste l'appui technique évoqué ?

**Dominique Pin :** Je parlerai d'appui de compétences. Il fait pleinement partie du soutien que nous apportons et il prend diverses formes. Lorsque le projet est définitivement approuvé par les instances du Fonds, nous

Parmi nos partenaires, il y a de grandes associations, mais également des porteurs de projets de taille modeste, qui nous présentent des initiatives innovantes, porteuses d'avenir.

ceux liés à l'eau et l'assainissement. C'est pourquoi nous incitons vivement les grandes ONG avec qui nous travaillons à s'impliquer dans des projets de gestion des déchets, même si ce n'est pas leur première mission. En cela nous avons un rôle de conseil, souvent prolongé par un appui technique à la mise en œuvre.

**Myriam Bincaille :** J'ajouterais que dans le choix des projets que nous retenons, il y a aussi une certaine prise de risque. Parmi nos partenaires, il y a de grandes associations, professionnelles et reconnues, mais également des porteurs de projets de taille

signons une convention avec le porteur de projet, précisant les modalités du soutien : subvention et si besoin, apport d'expertise via Aquassistance, l'ONG des personnels du Groupe, ou via l'intervention en mécénat de compétences de collaborateurs volontaires.

**Myriam Bincaille :** Nous affectons en effet à chaque projet important que nous soutenons un « référent » dédié, chargé de veiller à son bon déroulement, éventuellement d'apporter son appui et de formuler des recommandations, en se déplaçant si besoin sur le terrain.



**Dominique Pin :** Nous entretenons un dialogue nourri avec nos partenaires, ce qui nous permet de jouer un rôle de conseil, et de moduler au fil de l'eau, notre apport de compétences.

## Que se passe-t-il lorsque le projet arrive à son terme ?

**Myriam Bincaille :** Nous procédons à un bilan du projet, qui vise à s'assurer que les objectifs ont été bien atteints, à identifier les points forts et les points faibles et à envisager les pistes de progression. C'est une étape très bénéfique pour les porteurs de projets et qui vient renforcer l'expertise du Fonds. Nous posons aussi la question : et maintenant, quelle autonomisation, quelle pérennité pour le service mis en place, quelles perspectives d'évolution pour les bénéficiaires de projets d'insertion ?

**Dominique Pin :** Nous capitalisons sur tout ce que le projet nous apprend et nous veillons à diffu-

ser cet acquis auprès de tous nos partenaires. Par exemple dans le cadre de rencontres et d'échanges avec les associations et les autres bailleurs de Fonds. Les enseignements remontant du terrain sont irremplaçables pour nourrir l'expérience des différents intervenants en matière de développement.

## L'évaluation est donc un peu le fil rouge de votre mode d'action ?

**Dominique Pin :** Je dirai que pour nous l'évaluation, qui intervient à toutes les étapes du projet, est un instrument de dialogue au service de l'amélioration continue des actions soutenues. L'évaluation ainsi conçue est constitutive de la logique de co-construction qui préside à notre démarche d'accompagnement des porteurs de projets.

**Myriam Bincaille :** Ce qui vaut pour les porteurs de projets vaut aussi pour nous. Constamment nous nous auto-évaluons pour toujours ajuster et améliorer la pertinence de nos interventions, au regard de l'évolution des besoins. Cette exigence est au cœur de notre engagement vis-à-vis des porteurs de projets, des bénéficiaires et de tous les collaborateurs de SUEZ. ✨

Pour nous l'évaluation, qui intervient à toutes les étapes du projet, est un instrument de dialogue au service de l'amélioration continue des actions soutenues.

# Réalisations 2011-2015

fonds  
initiatives  
suez



Carte des interventions Aquassistance, pages 35-36

Depuis sa création, le Fonds a accompagné plus de 100 projets, dans différents pays, **quelles lignes directrices sous-tendent le choix** des projets et les modalités du soutien que vous leur apportez ?



**Frédérique Raoult**  
Directeur du Développement Durable  
et de la Communication, SUEZ



**Frédérique Raoult :** L'accès aux services essentiels est déterminant dans le processus de développement des individus, des communautés et des pays. Il est le préalable à l'accès à la santé, à l'éducation, au développement

d'activités génératrices de revenus, et plus largement à l'autonomie. Ceci est particulièrement vrai pour les femmes et les enfants, qui sont les premières victimes du manque d'eau et d'assainissement.



**Bertrand Camus**  
Directeur Général Eau  
France, SUEZ



**Bertrand Camus :** Nous sommes très attachés à l'impact des initiatives que nous soutenons. C'est pourquoi, pour chaque projet, nous déléguons des évaluateurs et un référent en bénévolat ou en mécénat de

compétences, chargés les uns d'analyser la pertinence du projet en amont, l'autre d'en assurer le suivi et d'en mesurer les résultats en aval. Le regard extérieur de ces experts vient compléter le savoir-faire des porteurs de projets.



**Jean-Marc Boursier :** Les porteurs de projets que nous accompagnons ont la capacité de sensibiliser, mobiliser et former les communautés locales pour développer avec elles des solutions innovantes, efficaces et accessibles, au plus près de leurs besoins et de leurs ressources. Ce processus d'appropriation par les bénéficiaires est le gage de la pérennité des projets.



**Jean-Marc Boursier**  
Directeur Général Adjoint en charge  
de l'activité Recyclage et Valorisation  
Europe, SUEZ



# Développer l'accès aux services essentiels dans les pays en développement

1





# ACCÈS À L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT DANS LE MONDE : DES PROGRÈS, MAIS DE GRANDES DISPARITÉS



En juin 2015, le Programme commun Organisation Mondiale de la Santé/UNICEF a publié son 25<sup>ème</sup> rapport de suivi intitulé : « Progrès en matière d'assainissement et d'eau potable : mise à jour et évaluation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), rapport 2015 ». Ce document, qui constituait un bilan final avant la date butoir de ces Objectifs (OMD), montre que des progrès notables ont été accomplis, même si beaucoup reste à faire, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie. En 2015, les pays membres des Nations Unies ont défini les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'après 2015, portant sur la période 2015-2030.

**663 MILLIONS**

**DE PERSONNES N'ONT PAS ACCÈS À UN POINT D'EAU AMÉLIORÉ**

La cible mondiale OMD pour l'eau potable – faire en sorte que 88% de la population ait accès à des points d'eau améliorés d'ici 2015 – a été atteinte et dépassée en 2010 : **91% de la population mondiale utilise un point d'eau amélioré, contre 76% en 1990.**

Restent 663 millions de personnes dans le monde qui n'ont pas accès à cette forme d'approvisionnement, essentiellement en Afrique subsaharienne (319 millions) et en Asie (260 millions), et parmi elles, 8 sur 10 vivent en zone rurale.

**2,4 MILLIARDS**

**DE PERSONNES N'ONT PAS ACCÈS À UNE INSTALLATION D'ASSAINISSEMENT AMÉLIORÉE**

La cible des OMD consistait à réduire de moitié la part de la population qui n'a pas accès à l'assainissement de base, et donc à étendre l'accès de 54% à 77% de la population mondiale.

**En 2015, 68% de la population mondiale utilise une installation d'assainissement améliorée.**

Restent environ 2,4 milliards de personnes dans le monde qui en sont encore privées (essentiellement en Asie, en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et dans les Caraïbes), dont 7 sur 10 vivent en zone rurale. Parmi elles, 946 millions pratiquent la défécation en plein air. En Afrique subsaharienne, le nombre de personnes sans accès à l'assainissement a augmenté depuis 1990.

**4 sur 10**

**NOMBRE D'ÉCOLES ET ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ TROP FAIBLEMENT ÉQUIPÉS EN PRATIQUES D'HYGIÈNE**

Dans les 38 pays d'Afrique subsaharienne pour lesquels des données sont disponibles, le taux de lavage des mains est au mieux de 50%.

Dans de nombreuses régions en développement, jusqu'à 4 écoles et établissements de santé sur 10 ne disposent pas d'installations de base pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

**En Afrique, 42% des établissements de santé n'ont pas accès à un point d'eau amélioré situé à proximité.**

**1 000 ENFANTS**

**PRÈS DE 1 000 ENFANTS MEURENT CHAQUE JOUR D'UNE MALADIE DIARRHÉIQUE**

Les maladies diarrhéiques sont la troisième cause de décès parmi les enfants de moins de 5 ans. D'après les estimations, plus de **340 000 enfants de moins de 5 ans, soit presque 1000 par jour, décèdent chaque année des suites de ces maladies** en raison d'un mauvais assainissement, d'une hygiène médiocre ou d'une eau insalubre. Et quelques 161 millions d'enfants souffrent de retard de croissance ou de malnutrition chronique.

Plus globalement, l'amélioration de l'accès à l'eau potable, de l'assainissement et à l'hygiène permettrait chaque année d'éviter 842 000 décès imputables aux maladies diarrhéiques.

**L'accès à l'eau et à l'assainissement constitue un enjeu international majeur : sanitaire, environnemental, mais aussi de réduction de la pauvreté ou encore d'égalité des sexes.**

Source : « LAFD, l'eau et l'assainissement », 2012



« Nous interviendrons auprès des communautés hôtes libanaises tant qu'il le faudra. Je maintiens notre engagement à continuer de chercher des fonds, à tenter d'attirer l'attention des médias, à plaider la cause des victimes civiles auprès des gouvernements... Tant que la crise continuera, tant que les donateurs nous feront confiance, nous resterons auprès de nos amis libanais et des réfugiés syriens... »

« Outre les dimensions sanitaires vitales, les projets comme ceux que nous menons au Burkina Faso renforcent le développement local de manière intégrée via le développement de compétences, avec les formations des maçons, le développement économique et le développement social. A Ouagadougou, la mise en place d'un assainissement autonome inclut le renforcement des capacités des Associations Gestionnaires des Sites d'Hygiénisation, chargées de commercialiser l'engrais que représentent les déchets organiques auprès des maraichers. Ces maraichers développent ainsi leur capacité de production. »

« Le soutien et la réactivité du fonds SUEZ initiatives ont été un levier clef d'activation du potentiel des équipes d'ACTED lors des tremblements de terre qui ont frappé le Népal en avril 2015. Nous avons pu ainsi porter secours aux populations isolées les plus vulnérables dans les jours qui ont suivi la catastrophe et nos équipes sont toujours sur place pour accompagner les dynamiques de reconstruction en 2016. »



**Philippe Lévêque,**  
Directeur Général de CARE



**Stéphanie Rivoal,**  
présidente d'Action Contre la Faim



**Frédéric de Saint-Sernin,**  
Directeur Général Délégué d'ACTED

Source : « Progrès en matière d'assainissement et d'eau potable : mise à jour et évaluation des OMD, rapport 2015 », OMS/UNICEF



Des toilettes séparées, garçons et filles, pour 375 écoliers

## AMÉLIORER LA SITUATION SANITAIRE ET NUTRITIONNELLE DES ENFANTS

### AMREF

SÉNÉGAL

2015 - 2016 (18 MOIS)

Fondée en 1957 par trois chirurgiens kényans confrontés à la difficulté d'aller opérer les populations isolées, l'AMREF (African Medical and Research Foundation) a démarré avec les Flying Doctors, qui volaient au secours des malades à bord de leurs petits avions. Aujourd'hui l'AMREF est la première ONG de santé publique en Afrique. Elle mène chaque année 150 programmes, dont 23 centrés sur l'accès à l'eau et l'assainissement, pour près de 12 millions de bénéficiaires dans 30 pays d'Afrique de l'Est, du Sud et de l'Ouest, essentiellement en zone rurale.

Le programme « Ecoles Santé », dont l'objectif est d'« améliorer durablement la situation sanitaire et nutritionnelle des enfants à l'école et dans leur communauté », a démarré au Sénégal en 2012. Il est une version enrichie

du programme PHASE développé avec succès par l'AMREF au Kenya depuis 1998 et comporte trois volets : un volet technique, avec la création ou la réhabilitation d'infrastructures hydriques, un volet éducatif avec la promotion des bonnes pratiques d'hygiène, de santé et de nutrition auprès des écoliers et de leurs communautés, enfin un volet accès aux soins avec la mise en place d'interventions à

**L'objectif à terme est de passer le flambeau à la Communauté rurale et aux Comités de gestion impliqués à toutes les étapes du projet.**

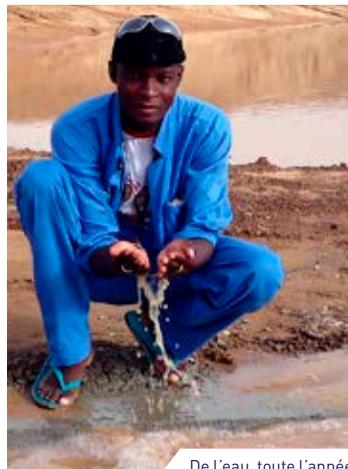
haut impact sur la survie de l'enfant (suivi de la vaccination, odontologie, ophtalmologie, etc.). Le projet soutenu par le Fonds SUEZ initiatives cible les écoles et les populations de trois villages séné-



galais identifiés comme prioritaires, soit plus de 2 600 bénéficiaires, dont prioritairement 375 écoliers. L'AMREF a demandé à Aquassistance du soutien technique pour la mise en place de ce projet : études préliminaires, suivi des travaux de construction des infrastructures sanitaires et de raccordements en eau, appui à la formation des populations locales à la gestion des infrastructures et à la sensibilisation des écoliers et des communautés à l'hygiène. L'objectif étant à terme, conformément au modus operandi de l'AMREF, de passer le flambeau à la Communauté rurale et aux Comités de gestion impliqués à toutes les étapes du projet. ★

« L'AMREF est sur place depuis plusieurs années, on a donc une vision de ce qu'était la situation de l'accès à l'eau et de l'incidence des maladies hydriques avant la mise en place du programme : nous allons ainsi pouvoir évaluer concrètement l'impact sanitaire de ce programme sur la santé des enfants et des communautés ».

**Jad Sayegh,**  
responsable de l'équipe  
Aquassistance missionnée  
sur le projet



De l'eau, toute l'année

## UN « BOULI » MARAICHER, C'EST UN VILLAGE BURKINABÉ QUI SE DÉVELOPPE

### DECOUVRIR ANALYSER AGIR

BURKINA FASO

2014 - 2016 (2 ANS)

des zones de cultures créées en périphérie et protégées par une digue arborée ; une clôture grillagée écartant les animaux ; un forage pour alimenter les populations en eau potable : tel est le « bouli », un type d'ouvrage construit dans quelques villages du Sahel Burkinabé, dont

Saouga. Avec ce projet, l'association savoyarde DAA (Découvrir-Analyser-Agir) et l'UFC (Union Fraternelle des Croyants) de Gorom-Gorom au Burkina, répondent au besoin premier des habitants du Sahel : l'accès à l'eau en saison sèche. **Une fois réalisé avec l'implication constante des bénéficiaires, le bouli devient la propriété du village** et c'est le « Comité de gestion du groupement maraîcher » qui, en accord avec la population, choisit les 50 familles qui bénéficient des parcelles à

cultiver tout au long de l'année, et qui veille au respect des « Règles d'exploitation et de gestion ». Les bénéfices sont multiples : hausse des revenus via la vente de légumes qui permet d'acheter l'eau potable et de répondre aux besoins des familles (600 bénéficiaires directs), amélioration de l'alimentation, création d'emplois, notamment pour les 100 femmes qui travailleront sur le bouli ; dynamisation de la vie économique locale. ★

### LES Puits DU DESERT

NIGER

2013 - 2017 (4 ANS)

Les 16 000 habitants de la vallée de Tidène, à 90 km au Nord d'Agadez au Niger, souffrent d'insécurité alimentaire et d'un mauvais accès à l'eau potable, le tout sous-tendu par la crise économique et l'instabilité politique de la région. C'est là que depuis 2002, deux associations, les Puits du Désert en France et Tidène au Niger, pilotent ensemble des projets de développement. Un partenariat exemplaire, fondé sur la confiance et la complémentarité, et qui porte ses fruits, avec un **bilan éloquent en 2015 : 200 puits, une grande école du désert qui accueille les enfants nomades, un dispensaire, des**

## CULTIVER LA TERRE POUR RÉCOLTER LA PAIX

**parrainages d'enfants, la scolarisation universitaire de certains étudiants...**

Dernier projet en date : « Sécurité et Développement », un programme mis en oeuvre à la demande des jeunes ex-combattants et des veuves de guerre de la région, soucieux de développer des activités de culture, et ainsi de retrouver une place dans la société. Au programme : construction de 5 puits villageois et 20 puits maraîchers, création de 60 jardins irrigués et formation des bénéficiaires. Les résultats sont encourageants, avec une amélioration notable de la situation alimentaire et sécuritaire. ★



La mise en place des puits a apporté stabilité et développement dans la région

# AIDER LES TRIBUS PASTORALES À LUTTER CONTRE LA SÉCHERESSE

## SOLIDARITÉS INTERNATIONALES

VILLE DE GATAAB, COMTÉ DE MARSABIT, KENYA  
2013 - 2015 (3 ANS)

pulations à faire face à ces catastrophes climatiques à répétition, tout en leur assurant des moyens d'existence durables. Au cœur des priorités : le renforcement de l'accès durable à l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

Réhabiliter le réseau de distribution d'eau et les captages de sources de la ville de Gataab ; construire, pour les ménages comme pour les écoles, des latrines en zones urbaines, périurbaines et rurales ; organiser la gestion et la maintenance des infrastructures, en s'appuyant sur des comités d'usagers, des artisans locaux et des officiers de santé publique fonctionnels et

formés ; piloter des campagnes de promotion de l'hygiène, autant d'actions menées avec le soutien du Fonds SUEZ initiatives et dont

**les résultats, rigoureusement évalués, témoignent de progrès significatifs pour les 17 500 bénéficiaires. \***



Assurer la survie des hommes et des troupeaux

## UN SYSTÈME DE FILTRAGE DE L'EAU EFFICACE ET PEU COÛTEUX

### GK SAVAR

RÉGION DES SUNDARBANS, BANGLADESH  
2013 - 2016 (3 ANS)

Dans la région des Sundarbans, au Bangladesh, l'accès à l'eau potable est un véritable problème pour les habitants qui n'ont pour seule ressource que l'eau des mares, saumâtre. Pour y remédier, GK SAVAR développe un système de filtrage efficace, peu coûteux et bien adapté au contexte local : les « pond sand filters » (PSF), des

structures en briques comportant, dans des compartiments en ciment et béton, des lits de sable et de brique pilée à travers lesquels transite l'eau pompée manuellement depuis la mare. L'eau

ainsi filtrée et stockée est renouvelée à mesure des soutirages par les robinets en accès libre. Ce projet est pris en charge par les communautés constituées en coopératives mises en place dans les villages où GK Savar intervient dans le cadre de programmes de développement (jardins familiaux, coopératives de pêcheurs, etc.). Elles assurent la collecte des « redevances eau » couvrant l'entretien mensuel mis en place, garant de la distribution de l'eau aux familles. Le Fonds SUEZ initiatives soutient la réalisation sur 3 ans de 60 PSF qui desserviront 2 900 foyers, soit plus de 15 000 personnes. \*

**Sur 3 ans, réaliser 60 « pond sand filters » qui desserviront 2 900 foyers, soit plus de 15 000 personnes.**



Des robinets en accès libre



Des outils simples pour mobiliser les populations

## ÉCHAPPER AU CERCLE VICIEUX DE LA PAUVRETÉ

### MORIJA

NOBÉRÉ, BURKINA FASO  
2015 - 2017 (16 MOIS)

Créée en Suisse dans les années 70 et dotée depuis 1987 d'une antenne en France, l'ONG Morija intervient dans quatre pays d'Afrique subsaharienne : Burkina Faso, Togo, Tchad et Cameroun, en travail-

na Faso, le programme « Colibri », sur quatre ans, pour aider les villageois à « sortir du cercle vicieux que la pauvreté entretient ». Le Fonds SUEZ initiatives soutient le volet eau et assainissement de ce programme.

Ce projet s'inscrit pleinement dans le Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement (PN-AEPA) défini par le gouvernement en 2006, qui organise la décentralisation et le partage des responsabi-

lité financière et la participation au travers de l'Association des Usagers de l'Eau (AUE) ; les ONG « contribueront à la réalisation des objectifs du PN-AEPA sur le terrain ».

Cette contribution implique d'abord un renforcement des capacités de la commune à exercer ses prérogatives, soit un appui à l'identification des sites bénéficiaires, au suivi des constructions, à la mise en place et à la formation

des AUE, à la formation des réparateurs chargés de l'entretien des pompes. Côté infrastructures, le projet Colibri prévoit la construction de 20 forages, 565 latrines familiales et 11 latrines scolaires, la réhabilitation de 9 puits et l'approfondissement de 11 puits. Côté implication des 12 000 bénéficiaires, il inclut la sensibilisation et la formation à l'hygiène des enseignants, des élèves et des familles ainsi que la formation des associations des usagers de l'eau. \*

**Le projet inclut la sensibilisation et la formation à l'hygiène des enseignants, des élèves et des familles ainsi que la formation des associations des usagers de l'eau.**

lant sur cinq piliers du développement : la nutrition, l'eau/l'assainissement/l'hygiène, la santé, l'éducation et le développement rural. C'est ainsi qu'en 2015, après plus de 25 ans de présence dans la zone, l'association a démarré dans la ville de Nobéré, au Burki-

tés : la commune doit « établir et gérer le plan des opérations en cours sur le territoire communal en veillant à leur complémentarité et leur cohérence » ; les populations « seront impliquées sur trois principes clés : la réponse à la demande, la contri-



L'un des 20 forages prévus dans le programme



Initiation aux techniques et aux bénéfices de l'agro-écologie

## L'AGRO-ÉCOLOGIE POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ

### AFEMAC

DOUAR EL HAMRI, MZOUDA, PROVINCE DE CHICHAOUA, MAROC

2014 - 2015 (22 MOIS)

**A**FEMAC, l'Association France et Maroc au cœur est une «organisation de solidarité issue de l'immigration» (OSIM). Elle a été créée en 2011, avec une antenne en France et une au Maroc, par un groupe de français et de franco-marocains

main au Maroc, dans les douars d'El Hamri, Tamatoust et Tazad, au cœur de la province de Chichaoua. El Hamri est situé dans une région très pauvre, où la pratique de l'agriculture familiale a quasiment disparu et où les infrastructures et services d'eau et d'assainissement sont très insuffisants. Sous l'impulsion de Pierre Rabhi, agriculteur et philosophe militant pour l'agroécologie, très intéressé par la démarche, le projet a démarré avec la création d'un jardin agro-écologique d'1,5 ha. L'objectif pour AFEMAC est de démontrer que l'agro-écologie peut doubler

axes: l'amélioration de l'accès à l'eau potable dans le réseau Tamatoust - El Hamri - Tazad, soit 1 500 bénéficiaires; l'accès à l'eau potable et d'irrigation dans le jardin écologique et le jardin d'application où sera construit un centre d'éducation à l'environnement; une étude sur l'assainissement liquide dans les trois douars; une étude sur la récupération des eaux superficielles et des eaux de pluie au centre de formation et à El Hamri; l'installation de

sanitaires dans les six écoles du groupe scolaire d'El Hamri, comptant 550 élèves.

**La réussite du projet repose sur l'implication de la population: le Bureau d'AFEMAC Maroc comprend des représentants de principales catégories de la population** (médecins, agriculteurs, artisans, enseignants, femmes, jeunes) et organise régulièrement des assemblées générales ouvertes à tous les habitants. \*



Un jardin d'1,5 ha grâce à l'irrigation

**L'objectif pour AFEMAC est de démontrer que l'agro-écologie peut doubler les rendements sur une période de 3 à 10 ans.**

soucieux d'un côté de favoriser l'inclusion des migrants maghrébins en France et de développer l'agro-écologie en Lorraine - l'association est née dans cette région - de l'autre de déployer un programme de développement hu-

les rendements sur une période de 3 à 10 ans, et réduire ainsi la pauvreté rurale, tout en atténuant le changement climatique. Le programme soutenu aujourd'hui par le Fonds SUEZ initiatives s'articule autour de cinq

## NOUVELLES TECHNIQUES, NOUVELLES CULTURES, NOUVELLES SOURCES DE REVENUS

### RAINDROP

UTTAR PRADESH, INDE  
2013 - 2015 (28 MOIS)

**E**n Inde, la région de Mao dans l'Etat d'Uttar Pradesh est victime de décennies de déforestation. C'est là que depuis 2010, Alexis Roman, fondateur de l'ONG Rain Drop, vit et travaille aux côtés des agriculteurs tribaux et des basses castes afin de mieux gérer la ressource en eau et d'en assurer l'accès pour tous. **Une initiative basée sur l'installation de systèmes d'irrigation inno-**

**vants (goutte à goutte et sprinklers) visant à réduire la quantité d'eau utilisée pour l'agriculture et à encourager une culture de contre saison;** sur la construction de bassins de rétention d'eau et sur la plantation d'arbres. Le programme est complété par des formations techniques et agricoles, des actions de soutien aux groupes de femmes villageoises (self help groups) dans le développement d'activités lucratives, des projets de diversification des sources de revenus avec l'implantation de poulaillers, de la pisciculture et de nouvelles cultures. Cette marche vers l'autonomie est prometteuse: les populations

participent à la maintenance des ouvrages d'eau potable, les agriculteurs intègrent avec succès les nouvelles méthodes préconisées,

tandis que l'équipe indienne, malgré les difficultés, prend son essor, avec la création de l'association indienne «Rain Drop India». \*



La plantation d'arbres fruitiers a diversifié la production

## UN BUSINESS MODEL INNOVANT POUR UN SERVICE D'EAU DE QUALITÉ À BAS COÛT

### 1001FONTAINES

MADAGASCAR  
2014 - 2017 (3 ANS)



Une station d'eau

**L'**ONG 1001fontaines, créée en 2004, a pour mission de créer des unités de production et de purification d'eau à bas coût pour des populations pauvres, l'eau étant ensuite vendue en jerricans de 20 litres aux villageois. 1001fontaines se développe dans des zones reculées où la régie nationale des eaux n'est pas présente. L'association sou-

tient le développement des stations d'eau grâce à un partenariat solide entre l'association locale et l'ONG française. Les villageois bénéficient d'un service d'accès à l'eau peu coûteux et de qualité qui contribue à la prévention des maladies hydriques, 1<sup>ère</sup> cause de mortalité infantile. Le business modèle de 1001fontaines, est un modèle hybride entre la philanthropie et l'entreprise. Les dons financent le lancement de l'entrepreneur social et les revenus générés par l'entrepreneur assurent le suivi de son activité. Ce modèle innovant est un modèle d'avenir pour promouvoir une crois-

sance économique durable. Présente à Madagascar depuis 2008, l'association a débuté en 2015 un nouveau plan d'action piloté par la toute nouvelle ONG malgache partenaire Ranontsika. Au programme: renforcement des stations existantes, installation de 18 nouvelles stations pour 18 villages (soit 37 500 personnes au total) et leurs écoles, formation d'une cinquantaine d'entrepreneurs et d'opérateurs assistants au sein de «l'Académie 1001fontaines». Le bon accueil réservé au projet par les communautés et les autorités locales témoigne de la pertinence des réponses qu'il apporte. \*

## LES TOILETTES ÉCOLOGIQUES : DES BÉNÉFICES SANITAIRES ET ENVIRONNEMENTAUX

### ACTION CONTRE LA FAIM

OUAGADOUGOU, BURKINA FASO  
2013 - 2015 (3 ANS)

**A** Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, l'accès à l'assainissement est freiné par de multiples contraintes physiques, foncières, institutionnelles et économiques, aggravées par une forte croissance démographique. Face à cette situation, et en lien avec le Programme National d'Approvisionnement en

Eau Potable et Assainissement, l'ONG Action contre la Faim pilote un programme d'amélioration durable de l'accès à l'assainissement autonome, de l'environnement sanitaire et des pratiques d'hygiène dans cinq arrondissements pauvres.

Le projet repose sur l'installation de toilettes écologiques améliorées de type ECOSAN, fonctionnant sans eau, et permettant de valoriser les déchets, transformés en compost pour être revendus aux maraîchers des zones périurbaines. La réussite du processus suppose l'implication active des autorités communales,

la sélection de 850 ménages prêts à contribuer à la construction et l'exploitation des latrines, la formation d'une vingtaine de maçons, la mobilisation de 300 petits entrepreneurs responsables de

la collecte, du traitement et de la vente des sous-produits, la formation des maraîchers, enfin la mise en œuvre de campagnes d'information auprès de plus de 20 000 bénéficiaires. \*



Les toilettes ECOSAN ne nécessitent pas d'eau

## ORGANISER LA MAINTENANCE DES INFRASTRUCTURES HYDRIQUES

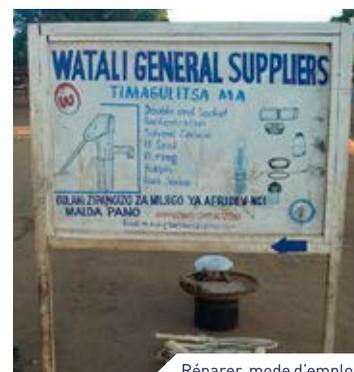
### INTER AIDE

MALAWI  
2014 - 2015 (2 ANS)

**A** u Malawi, selon les chiffres officiels, près de 80% de la population a accès à un point d'eau protégé. Un résultat encourageant, mais bien loin de la réalité, faute de prendre en compte le taux de panne des infrastructures qui peut atteindre 60% dans certaines zones rurales. Deux explications à ce phénomène: le très faible accès aux pièces détachées

des pompes en zone rurale et le manque de compétences techniques des comités villageois gestionnaires des équipements. Dans ce contexte, l'ONG Inter Aide, présente sur le front de l'accès à l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets au Malawi depuis 2002 a une priorité: développer des services de maintenance des points d'eau au bénéfice des communautés rurales. Cela en travaillant sur deux axes: la mise en place d'un réseau progressivement autonome de revendeurs de proximité de pièces détachées de pompes et la formation d'artisans-réparateurs indépendants. **Le projet sou-**

**tenu par le Fonds SUEZ cible les communautés rurales de 7 districts, soit 3 millions de bénéficiaires finaux. \***



Réparer, mode d'emploi

## AU DARFOUR, STIMULER LA RÉSILIENCE DES VICTIMES D'UN CONFLIT OUBLIÉ

### TRIANGLE GH SOUDAN

SOUDAN  
2015 - 2016 (18 MOIS)

**D**ébut 2003, un groupe armé s'empare de la petite ville de Gulu (Nord Darfour), marquant le début du conflit dans cette région ouest du Soudan. Dès 2004, l'association lyonnaise Triangle Génération Humanaire (Triangle GH) lance ses premiers programmes au Darfour afin d'apporter une aide humanitaire d'urgence aux populations locales déplacées. L'année suivante, l'association ouvre une base opérationnelle permanente à Bindizi, puis en 2006 une autre à Um Dukhun, deux localités isolées et peu accessibles accueillant un

nombre important de familles déplacées. **La priorité: mettre en place un réseau d'infrastructures liées à l'eau, l'hygiène et l'assainissement**, capable de répondre à ces nouveaux besoins de base. Dix ans plus tard, si la situation se stabilise sur certaines zones, le conflit perdure, et ne fait plus la une des journaux.

est une des seules ONG encore présentes à leurs côtés. Pour les équipes en place le moment est venu de franchir une étape en répondant à la demande des populations et de tous les acteurs locaux de passer progressivement de l'assistance à l'autonomie. Cette approche qui marque une transition entre l'urgence et

techniques, organisationnelles et pédagogiques des agents étatiques du WES/SWSC (Water and Environmental Sanitation Department / State Water Corporation) et des membres des CGE locaux (Comités de Gestion des points d'Eau); la promotion des bonnes pratiques d'hygiène et de gestion; enfin le développement d'activités génératrices de revenus permettant d'entretenir un bon fonctionnement des points d'eau et d'étendre les services. Cette montée en compétences est le socle de la légitimité et de l'implication efficace et coordonnée des différents acteurs locaux, elle est le gage de la pérennité des infrastructures et des services, enfin elle est le préalable à un environnement sanitaire acceptable et à une amélioration de l'état de santé des 90 000 bénéficiaires du programme. \*

**Le moment est venu de franchir une étape en répondant à la demande d'autonomie des populations et de tous les acteurs locaux.**

Les populations de ces zones oubliées ont peu à peu développé des mécanismes de résilience pour s'en sortir et Triangle G H

le développement est au cœur du projet soutenu par le Fonds SUEZ initiatives. Elle requiert le renforcement des capacités



Les Comités de Gestion des Points d'eau sont formés grâce au soutien du Fonds SUEZ initiatives

# ENCOURAGER L'ÉMERGENCE D'ENTREPRENEURS LOCAUX, POUR AMÉLIORER LES CONDITIONS SANITAIRES

## GRET

CAMBODGE ET MADAGASCAR  
2012 - 2014 (3 ANS)

**L**e Gret, c'est d'abord un projet politique. Celui de considérer qu'un monde meilleur avec moins de pauvreté et d'inégalités n'advient pas sans l'existence d'organisations qui se battent pour agir et donner les moyens d'agir aux pauvres»: telle est la vision du Gret qui, depuis près de 40 ans, intervient sur tous les fronts du

développement, notamment pour le renforcement de l'accès durable, équitable et de qualité, à l'eau et à l'assainissement. La méthodologie du Gret consiste, à partir des dynamiques et contraintes locales existantes, de concevoir et expérimenter, aux côtés des populations, des solutions, des outils et des schémas techniques, institutionnels et financiers innovants, qui soient à la fois viables économiquement, conformes aux impératifs d'équité sociale et de solidarité, et répliquables. C'est ce modèle qui sous-tend les projets portés par le Gret et soutenus par



Le Diotonlolo, un magasin de toilettes bon marché

le Fonds SUEZ initiatives dans les petites villes du Cambodge et de Madagascar. Au Cambodge, l'approvisionnement en eau des petites villes est à l'heure actuelle assuré par de petits entrepreneurs locaux, souvent de façon informelle et très artisanale, et sans possibilité de croissance par l'investissement. À Madagascar, là où l'approvisionnement n'est pas

et donc des réseaux peu entretenus et un accès non-pérenne à l'eau potable. Pour pallier ces déficiences, le Gret prépare au Cambodge le passage à l'échelle d'une méthode d'intervention, améliorant la performance d'opérateurs professionnels du service de l'eau déjà en place; à Madagascar, l'ONG incube des projets et des méthodes visant, dans le cadre

**La méthodologie du GRET consiste à concevoir et expérimenter, aux côtés des populations, des solutions, des outils et des schémas techniques, institutionnels et financiers innovants et viables.**

pris en charge par l'entreprise publique de distribution d'eau, il est géré soit en gestion communautaire, soit en régie communale, parfois par des opérateurs privés, dans tous les cas avec un recouvrement des coûts difficiles

de la loi de délégation de service public, à accompagner et former à leurs responsabilités les opérateurs de services d'eau et d'assainissement, les maîtres d'ouvrage. Plus de 25 000 personnes sont concernées. \*



Un accès difficile à l'eau potable



L'accès à l'eau pour tous change la vie des villageois

## ROTARY

ANTANANARIVO, MADAGASCAR  
2013 - 2015 (3 ANS)

**F**ort de son expérience dans la construction des puits, et grâce au soutien renouvelé du Fonds SUEZ initiatives, **le Rotary Club Antanana-**

## L'EAU, C'EST LA VIE !

**rivo** Mahamasina a pu lancer en 2015 un programme de réalisation de 20 bornes fontaines dans la ville d'Antananarivo, où 75% des ménages n'ont pas encore de branchement individuel. Le programme 2016 prévoit la construction de 10 bornes fontaines supplémentaires à implanter dans la ville de Toamasina. Une conven-

tion signée avec la Commune Urbaine d'Antananarivo définira précisément les responsabilités de l'Association des usagers: exploitation, gestion et maintenance des équipements; gestion des relations avec la Jirama (compagnie nationale de l'eau); organisation de la distribution (horaires, prix, règles d'hygiène, etc.).

Grâce à un partenariat avec le projet WASH (Water, Sanitation, Hygiene), un volet important d'actions de sensibilisation des usagers à l'hygiène et la propreté sera déployé. Enfin un système de surveillance de la qualité de l'eau sera mis en place. \*

## L'EAU COURANTE DANS LES BIDONVILLES: DE LA VISION À LA MODÉLISATION

### EAU ET VIE

BIDONVILLE DE BHASHANTEK, BANGLADESH  
2012 - 2016 (5 ANS)

**E**n 2008, Valérie Dumans et Philippe de Roux, fondateurs de l'ONG Eau et Vie, se lancent un défi ambitieux et visionnaire: installer de l'eau courante dans chaque maison des bidonvilles urbains, non desservis par les services publics, à des tarifs et des conditions de paie-

ment acceptables pour les populations et cohérents avec l'équilibre financier de l'entreprise. Six ans plus tard, l'approche innovante qu'ils préconisent est recommandée par les autorités locales et les acteurs internationaux du développement (PNUD, Banque Mondiale...). Le modèle associe d'une part la création de petites entreprises sociales locales, chargées de construire le réseau d'eau, d'assurer la distribution, la facturation de l'eau et la maintenance du réseau. Et d'autre part la mise en place d'associations locales participant au renforcement des communautés,

à la mise en œuvre de services de lutte contre les incendies, d'assainissement et de gestion des déchets. **Peu à peu, les habitants sont amenés à partager un objectif commun d'amélioration de leurs conditions de vie.**

Le projet soutenu par le Fonds SUEZ initiatives porte sur 3 500 familles, soit 16 500 personnes, vivant dans le bidonville de Bhashantek au Bangladesh. \*



Des habitants impliqués dans le projet



Des animateurs formés pour sensibiliser les enfants et les femmes

## « C'EST LA JOURNÉE DE SALUBRITÉ ! »

### ACTED

QUARTIER KENNEDY,  
DISTRICT D'ABIDJAN,  
CÔTE D'IVOIRE

2013 - 2016 (4 ANS)

**J**e ne voulais pas uniquement nettoyer devant chez moi ou me limiter à ma rue. Toute notre communauté doit s'unir pour améliorer nos conditions de vie et celles de nos enfants ! » : tel est le constat enthousiaste d'Adama, un habitant du quartier de Kennedy, dans le district d'Abidjan, à l'issue de l'une des neuf journées de salubrité organisées par ACTED. L'objectif ? Mobiliser la communauté et éveiller les consciences sur les enjeux de l'assainissement. Une manifestation participative tout à fait en ligne avec l'approche préconisée par ACTED dans le programme d'accès à « un assainissement intégré et durable des ménages vulnérables et d'un groupe scolaire dans trois quartiers défavorisés » (soit près de 15 000

bénéficiaires directs), que soutient le Fonds SUEZ initiatives. La logique d'intervention d'ACTED combine sensibilisation, mobilisation, implication, responsabilisation et formation des bénéficiaires et des responsables communautaires à toutes les étapes de mise en œuvre du projet. Pour la construction des 308 latrines et dispositifs de lavage de mains prévus, le programme prévoit ainsi une phase amont qui a débouché sur un diagnostic participatif des besoins et des solutions et l'instauration de Comités d'Hygiène et d'Assainissement (CHA) ; une phase de mise en place de TPE (Très Petites Entreprises d'assainissement) gérant une filière de pré-collecte et de commercialisation des sous-produits d'assainissement et des ordures ménagères ; parallèlement une phase d'identification et formation des responsables de ces micro-entreprises ; une phase de construction des latrines EcoSan ; une phase de formation et de suivi des bénéficiaires ; une enquête de satisfaction. Le processus est exactement le même pour la mise en

### La logique d'intervention d'ACTED combine sensibilisation, mobilisation, implication, responsabilisation et formation des bénéficiaires et des responsables communautaires.

place des 2 400 mL du Réseau d'Égouts à Faible Diamètre (REFaïD), venant répondre aux problèmes de stagnation des eaux usées dans les rues. Ce projet s'inscrit dans la dynamique initiée depuis

2012 par les partenaires institutionnels, nationaux et internationaux, afin de participer activement au Programme National de Développement de la Côte d'Ivoire (PND 2012 - 2015). ★



La construction des ouvrages : un projet communautaire



Les travaux démarrent dans l'une des 8 communes rurales du projet

## CARITAS FRANCE SUR LE FRONT DE L'ACCÈS À L'EAU

### SECOURS CATHOLIQUE CARITAS FRANCE

BURKINA FASO  
BANGLADESH  
2014 - 2016 (18 MOIS)

**P**arce que le réseau Caritas s'est donné pour mission de « mettre fin à la pauvreté, de défendre la justice et de redonner de la dignité », le Fonds SUEZ initiatives soutient les projets d'accès à l'eau et l'assai-

nissement portés par le Secours Catholique (la branche française de Caritas) au Bangladesh et au Burkina Faso.

Caritas Bangladesh a lancé en 2011, le projet « Aloghar », qui vise à installer un réseau d'écoles élémentaires dans des villages des communautés Adivasi, minorités ethniques aux conditions de vie d'une pauvreté extrême, renforcée par l'isolement géographique, la barrière de la langue et de la culture, les tensions politiques régionales et la privation des droits civiques. La démarche éducative du projet Aloghar va

au-delà de l'éducation primaire. Elle propose des actions de formation aux pratiques d'hygiène, d'assainissement et de santé primaire à destination des écoliers, des parents d'élèves et des villageois dans leur ensemble. C'est dans ce cadre que le Fonds SUEZ initiatives contribue à la construction ou la rénovation de latrines et de points d'eau salubre. La mise en œuvre est également intégrée au programme d'actions de sensibilisation dans 1 005 centres éducatifs. Une initiative dont bénéficieront 160 000 écoliers et leurs parents, et plus globalement près de 800 000 habitants de la zone. En Afrique subsaharienne, l'OCADES - Caritas Burkina, forte d'une connaissance approfondie de la problématique de l'eau et d'une solide capacité opérationnelle, pilote un projet d'« Approvisionnement en Eau potable, d'Assainissement et de Promotion de l'éducation à l'environnement dans 8 communes rurales », l'objectif étant d'améliorer l'état de santé et les conditions de vie des populations. A ce jour, 40 nouveaux forages ont

**À ce jour, 40 nouveaux forages ont été réalisés, 110 ont été réhabilités, près de 1 000 latrines VIP ont été construites et 4 795 arbres ont été plantés.**



Adopter de nouvelles pratiques d'hygiène

été réalisés, 110 ont été réhabilités, près de 1 000 latrines VIP ont été construites et 4 795 arbres ont été plantés. Parallèlement, les communautés et les élus locaux ont été formés et organisés afin de prendre en charge les questions d'eau potable, de gestion des infrastructures, d'assainissement et de protection de l'environnement. Le bilan est dès à présent positif, avec des améliorations significatives, le point à surveiller restant la durabilité des acquis, notamment la bonne maintenance des équipements. ★



L'accès permanent à l'eau potable, un changement radical pour les villageois

## APPORTER L'EAU, L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIÈNE À 60 VILLAGES DU NIGER

potable et à un assainissement adéquat, s'organise autour de deux axes principaux : l'amélioration des installations d'une part, avec 17 infrastructures hydrauliques créées, 31 infrastructures réhabilitées, l'organisation du suivi de la qualité de l'eau, l'appui à la construction de près de 3 000 latrines individuelles et de 150 latrines scolaires ; et le renforcement des capacités de l'ensemble des acteurs, d'autre part, en vue d'assurer la pérennité du projet : sessions de sensibilisation à l'hygiène organisées pour les villageois, 61 comités villageois de gestion de l'eau structurés/renforcés, plus de 200 formations techniques dispensées à des artisans et villageois pour la construction ou la maintenance des infrastructures. Enfin, 122 volontaires de la CRn ont été

**Une étude initiale avec les Directions Générales Régionales de la Santé et de l'Hydraulique à Niamey et à Zinder a permis de définir précisément les besoins et le périmètre du projet.**

identifiés pour mener un rôle de relais communautaires sur la promotion de l'hygiène, grâce à des outils d'animation et de sensibilisation. ★

### CROIX ROUGE FRANÇAISE

DÉPARTEMENTS DE TANOUT ET MAGARIA, RÉGION DE ZINDER, NIGER  
2012 - 2016 (5 ANS)

La Croix-Rouge française (CRf) et la Croix-Rouge nigérienne (CRn) coopèrent sur différentes thématiques depuis 1998, et ont lancé en 2012 un projet d'accès à l'eau, à l'assainissement de base et à l'hygiène dans 61 villages de la région de Zinder, au sud du pays. Une étude

initiale avec les Directions Régionales Régionales de la Santé et de l'Hydraulique à Niamey et à Zinder a permis de définir précisément les besoins et le périmètre du projet, qui s'inscrit dans le processus de décentralisation de l'Etat au niveau de la gestion des ressources hydriques. Un protocole d'accord entre la CRf, la CRn, la Direction régionale de l'Hydraulique et les communes ciblées a été signé en 2013, afin de garantir la pertinence et la pérennité des actions menées. Le programme, qui permet à 42 000 habitants d'avoir accès en permanence à une source d'eau



Des infrastructures de qualité



Un réseau organisé de collecte des déchets des ménages

## APPORTER DES RÉPONSES AUX PROBLÈMES SANITAIRES ET ENVIRONNEMENTAUX

### EAU VIVE

SÉNÉGAL (KOUNGHEUL) ET BURKINA FASO

2013 - 2015 (3 ANS)

2011 - 2014 (4 ANS)

Depuis 1978, Eau Vive accompagne les communautés d'Afrique de l'Ouest dans leurs projets de développement. Les délégations nationales d'Eau Vive travaillent en étroite collaboration avec les autorités locales.

**Au Sénégal**, Eau Vive a été sollicitée par la municipalité de Kougheul, une ville de près de 25 000 habitants, confrontée à de graves problèmes sanitaires et environnementaux, du fait d'une urbanisation rapide, caractérisée par la quasi-absence de système de gestion des ordures et d'évacuation des eaux usées ménagères. **La demande vise à appuyer la municipalité dans la mise en place d'une démarche intégrée de gestion écologique des déchets.** Outre la réalisation de 200 latrines familiales et 16 blocs sanitaires scolaires, le projet prévoit pour

les déchets solides le déploiement d'un système à deux niveaux : dans chaque quartier, des comités de salubrité collectent avec des charrettes les déchets des ménages qui sont équipés de poubelles individuelles, pour les déverser dans des dépôts-relais. Un tracteur avec chargeur frontal muni de deux remorques benne évacue ensuite les ordures jusqu'à la décharge municipale agrandie et réhabilitée. La mise en œuvre progresse avec l'appui technique des bénévoles d'Aquassistance, qui ont effectué 7 missions sur place.

**Eau Vive accompagne les communautés d'Afrique de l'Ouest dans leurs projets de développement.**

**Au Burkina Faso**, Eau Vive pilote dans dix communes rurales un projet de «Promotion des bonnes pratiques d'hygiène et appui aux initiatives locales en faveur de l'assainissement familial». Dans

ce cadre, 12 000 ménages seront équipés de latrines familiales améliorées, 500 de toilettes innovantes à faible coût, et 2 000 d'ouvrages d'évacuation des eaux usées (puisards). Plus largement, pour un changement durable des comportements en matière d'hygiène et d'assainissement, les 290 000 habitants de ces communes seront sensibilisés aux bonnes pratiques à adopter pour

vivre dans de saines conditions. Cela en s'appuyant sur des actions de communication telles qu'assemblées villageoises, visites à domicile, émissions radio, théâtres forum, ... Enfin, la pérennité du projet exige le renforcement des compétences de tous les acteurs de la chaîne de l'assainissement : élus locaux, conseils villageois, enseignants, relais hygiénistes, techniciens et maçons. ★



## ACCOMPAGNER L'AFFLUX MIGRATOIRE

### CARE

LIBAN  
2014 - 2015 (2 ANS)

Cinq ans après le début de la crise syrienne, le Liban continue de recevoir un flux croissant de réfugiés fuyant la guerre : selon les chiffres du HCR<sup>1</sup> d'avril 2015, **ce sont près d'1,2 millions de syriens qui sont ainsi arrivés au Liban, soit l'équivalent de 30% de la population du pays d'accueil**. L'impact sur les services de base est considérable, et la saturation de ces derniers crée des tensions

et conflits entre réfugiés et communautés d'accueil. Depuis 2013, en réponse à la crise syrienne, CARE, active dans les coordinations humanitaires internationales, s'est engagée, en coopération avec les autorités locales, à renforcer les conditions d'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement pour les plus vulnérables, réfugiés et population hôte.

CARE intervient à la fois au niveau des ménages (réhabilitation des équipements et fourniture de filtres à eau) ; des écoles (promotion de l'hygiène) ; et des communautés (amélioration des infrastructures publiques). Le soutien du Fonds SUEZ initiatives

« Le Liban accueille le nombre le plus élevé de réfugiés au monde, rapporté à sa population, soit plus d'1,5 million. Pour ce petit pays de 4 millions d'habitants, l'impact est considérable. Il équivaut à 24 millions de réfugiés, si on le rapportait à la population de la France ! »

**Gareth Richards,**  
Directeur de l'ONG CARE au Liban

accordé en 2015 a bénéficié à plus de 7 000 habitants, libanais et réfugiés, des communes de Joun et Mazret El Daher. ★

(1) Haut-Commissariat aux Réfugiés



Intervention d'urgence en hélicoptère

## SECOURIR LES VILLAGES COUPÉS DU MONDE

### ACTED

RÉGION DE KATMANDU,  
NÉPAL  
AVRIL - MAI 2015 (2 MOIS)

Les 25 avril et 12 mai 2015, deux séismes de grande amplitude secouent le Népal, affectant gravement les régions du centre et de l'ouest, notamment les districts de la vallée de Katmandou. Dès le 27 avril, les équipes d'urgence d'ACTED, fortes de plus de 20 ans

de présence sur le terrain des crises humanitaires, sont sur place. Après une phase d'évaluation et de localisation des besoins, l'ONG décide de concentrer ses efforts sur les villages des zones montagneuses, complètement dévastés et coupés du monde et de l'aide humanitaire en raison de leur localisation. Le support du Fonds SUEZ initiatives a permis aux équipes de mettre en place des tournées quotidiennes en hélicoptère en s'appuyant sur des sportifs professionnels spécialistes de course en montagne, chargés

d'aller de village en village pour informer les habitants et les aider à accéder aux distributions de bâches, de kits d'abris, de denrées alimentaires et d'autres biens essentiels à la survie.

**Bilan au 21 mai 2015 : près de 60 000 personnes ont bénéficié d'un abri de secours et d'une aide alimentaire.** Parallèlement les équipes préparent la transition pour aider les populations à progressivement se relever, reconstruire leurs habitations et reprendre une activité économique. ★

## L'ÉNERGIE SOLAIRE AU SERVICE DE L'ADDUCTION D'EAU POTABLE

### AIJC

DEBAYE-EL-HIJAJ,  
MAURITANIE  
2015 - 2016 (7 MOIS)

Dans le cadre de la coopération décentralisée, un jumelage unit depuis 1987 les communes de Dardilly, à l'ouest de Lyon, et de Debaye-el-Hijaj, en Mauritanie. Opérateur majeur de ce partenariat, l'AIJC (Action Internationale Jumelage Coopé-

ration) une association qui, au fil des ans et des échanges, a mené avec succès de nombreux projets de développement local : creusement ou surcreusement de 20 puits, formation des puisatiers, fourniture de matériel scolaire, soutien à la reconstruction d'un dispensaire, soutien à l'artisanat féminin, création d'un atelier de mécano/soudure, réalisation de deux adductions d'eau potable (AEP) - une thermique et une solaire, formation technique et administrative des gestionnaires des adductions, etc.



Une amélioration bienvenue pour les femmes

**« L'arrivée d'une AEP dans un village constitue un grand progrès reconnu par les intéressés, sur le plan de la qualité de l'eau et donc de la santé - notamment des enfants - mais aussi sur la pénibilité du travail des femmes qui, culturellement, assurent seules les corvées d'eau aux puits. »**

Christine Larochette, responsable du projet

En 2013, forte des résultats de la mission de suivi-évaluation des deux précédentes AEP réalisées par le PsEau à la demande du fonds de solidarité du Grand Lyon, **l'AIJC démarre un nouveau projet d'AEP à énergie solaire dans trois villages, Belel Gaudy, Gourel Maaloum et Belgourbane, soit 1 800 habitants, vivant dans une poche de pauvreté** (indice de pauvreté à 88% contre 46% en moyenne nationale). Le projet se donne

pour objectifs d'améliorer l'état sanitaire des populations par un accès à une ressource en eau de qualité et permanente, de développer la réalisation de projets communs entre les trois villages ; d'impliquer la commune dans son rôle de maître d'ouvrage ; de responsabiliser les usagers dans la gestion et la maîtrise de la ressource en eau, enfin de favoriser le développement économique du secteur. ★



Du soleil et de l'eau pour les cultures



Accompagner les résidents pour l'autonomie des installations sanitaires

## AMÉLIORER LES CONDITIONS SANITAIRES DANS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS

### PREMIERE URGENCE INTERNATIONALE

CAMP DE BARDARASH, KURDISTAN IRAKIEN  
2015 - 2016 (4 MOIS)

Première Urgence Internationale», un nom qui trace clairement la feuille de route des équipes de l'ONG : se tenir aux avant-postes de l'aide humanitaire pour couvrir au quotidien, partout dans le monde, les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres ou de situations d'effondrement économique. Parmi elles, les dizaines de milliers de personnes déplacées dans le Kurdistan irakien pour fuir les combats, et en particulier les 11 500 personnes issues de la minorité Shabaks qui vivent dans le camp de Bardarash depuis déjà un an. Le projet soutenu par le Fonds SUEZ initiatives vise à leur garantir des conditions sanitaires déc-

tures sont fortement dégradées dans le camp. Un service continu et de qualité est mis en place, comprenant, côté hygiène et assainissement, la vidange des fosses septiques, la gestion des déchets, le nettoyage, la maintenance et la consolidation du système de drainage des eaux grises et des eaux noires ; l'accès à l'eau est assuré par, une bonne

« Pour la première fois, le nombre cumulé de réfugiés et de personnes déplacées a dépassé la barre des 60 millions fin 2014. La hausse du nombre de conflits et les perspectives de migration liées à d'autres facteurs (paupérisation, enjeux climatiques) permettent d'anticiper une augmentation soutenue des besoins humanitaires, d'une typologie encore plus variée, couvrant le spectre entier du continuum urgence - réhabilitation - développement »

Vincent Basquin,  
Président de Première Urgence Internationale

### Se tenir aux avant-postes de l'aide humanitaire pour couvrir au quotidien, partout dans le monde, les besoins fondamentaux des victimes civiles.

gestion de la chloration et une analyse régulière de la qualité de l'eau au niveau des forages et des robinets individuels. La viabilité du projet repose sur le renforcement des compétences techniques des inter-



Plus de 11100 personnes vivent dans le camp

venants, l'existence d'une équipe chargée de la maintenance des installations et l'intégration progressive des bénéficiaires dans la démarche, via des actions d'information et de sensibilisation et l'accès à un comité d'emprunt d'outils. Enfin, Première Urgence Internationale assure la coordination entre les différents partenaires s'inscrivant de manière durable dans une réponse intégrée aux besoins multisectoriels du camp. Aquassistance, l'association de solidarité internationale des personnels de SUEZ, a apporté son soutien technique en conduisant en septembre 2015 une mission d'évaluation Hygiène et Assainissement (EHA). \*

## ASSURER LES BESOINS EN EAU AU SEIN DE L'HÔPITAL

### LA CHAÎNE DE L'ESPOIR

KABOUL, AFGHANISTAN  
2015 - 2016 (8 MOIS)

Créée en 1994 par le Professeur Alain Deloche et une équipe de médecins et chirurgiens, La Chaîne de l'Espoir

La ville de Kaboul n'étant pas en mesure de fournir ce service, ni sur le plan qualitatif, ni sur le plan quantitatif, l'hôpital a décidé de sourcer l'intégralité de ses besoins à partir du puits indépendant de 180m de profondeur foré récemment sur ses terrains. Une décision qui exige la mise en place d'un système de traitement d'une capacité de 12 m³/heure, capable de résoudre les trois



Un hôpital de pointe au coeur de Kaboul

### Ouvrir au sein de l'Institut Médical Français pour l'Enfant (IMFE) un Pôle Mère-Enfant, qui élargira l'offre de services pour les femmes et les nouveaux nés.

a pour vocation d'apporter des soins de grande qualité aux enfants des pays défavorisés. Parmi ses moyens d'action, le développement de structures hospitalières, à l'instar de l'Institut Médical Français pour l'Enfant (IMFE), construit en 2001 à Kaboul, et qui depuis n'a cessé de se développer, permettant selon son Président, le Dr Eric Cheysson, de «sauver la vie de milliers d'enfants en leur donnant accès à une médecine et une chirurgie répondant aux normes internationales les plus exigeantes». Prochaine étape : ouvrir au sein de l'IMFE un Pôle Mère-Enfant, qui élargira considérablement l'offre de services pour les femmes et les nouveaux nés. Un projet dont l'envergure va plus que doubler les besoins en eau traitée de l'hôpital, qui vont passer de 70 à 150 m³ par jour.

problèmes identifiés par les analyses : la pollution aux nitrites et nitrates, la turbidité et l'existence de résidus solides, la présence potentielle de bactéries. C'est la société Dow qui a offert le matériel et d'assurer la formation du technicien en charge de la

maintenance du système au sein de l'hôpital. Ainsi équipé, l'établissement sera en mesure de proposer à ses patients une eau potable répondant aux normes de qualité exigées par l'OMS. L'enjeu est vital, avec un calendrier serré qui conditionne l'ou-

verture du Pôle Mère-Enfant prévue au 3<sup>ème</sup> trimestre 2016 : livraison de l'unité de filtration en France, puis acheminement en mars 2016, montage et mise en service au sein de l'IMFE au printemps 2016. \*



Les équipes du Pôle Mère-Enfants prêtes à accueillir les patients

# AQUASSISTANCE, VINGT ANS DE SOLIDARITÉ EN ACTION

L'ONG DES SALARIÉS ACTIFS ET RETRAITÉS DU GROUPE

En 1994, des salariés bénévoles de Lyonnaise des Eaux partent au Rwanda pour alimenter en eau potable des populations déplacées lors de la guerre civile. Ils ignoraient alors qu'ils étaient les pionniers d'un mouvement qui n'a cessé de grandir. Aujourd'hui, l'association

Aquassistance mobilise 923 salariés actifs et retraités du groupe SUEZ qui mènent deux types d'interventions: des missions d'aide humanitaire d'urgence à la suite de catastrophes, pour approvisionner en eau potable les populations sinistrées et des missions d'aide aux programmes d'accès à

l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets dans les pays en développement. Tous les projets sont montés dans le cadre de partenariats avec des ONG du Nord ou du Sud, des associations de ressortissants, des collectivités locales ou des Agences de l'Eau, et privilégient l'implication et la for-

mation des communautés bénéficiaires. Un modus operandi très professionnel et pragmatique qui a fait ses preuves, puisque depuis sa création Aquassistance a réalisé plus de 350 projets dans 80 pays (Afrique, Asie, Moyen Orient, Haïti...), qui ont bénéficié à près d'un million de personnes. \*



## KURDISTAN IRAKIEN QUAND L'URGENCE S'INSTALLE DANS LA DURÉE

Fin 2014, 11 500 personnes déplacées fuyant la guerre affluent dans le camp de Bardarash, construit en urgence par les autorités kurdes pour les accueillir. Un an plus tard, l'urgence s'est installée dans la durée, et le besoin en infrastructures pérennes s'impose. L'ONG Première Urgence

Internationale, seul acteur humanitaire présent dans le camp, sollicite l'appui technique d'Aquassistance pour renforcer le traitement des eaux usées et pluviales. Deux bénévoles partent sur le terrain fin septembre 2015. Leurs recommandations: mettre en place un processus de phyto-

traitement des eaux usées, améliorer la gestion des camions vidangeurs chargés de collecter les eaux noires (latrines) puis de les déverser à quelque distance du camp, aménager des canaux d'évacuation pour les eaux pluviales. \*

2015 923 ADHÉRENTS DONT 250 BÉNÉVOLES  
79 PROJETS ACTIFS EN FIN D'ANNÉE  
41 MISSIONS, SOIT 783 JOURS DE MISSION SUR LE TERRAIN  
34 DEMANDES DE PROJETS, DONT 14 RETENUS

## MISSION MADAGASCAR FRANCHIR LES OBSTACLES POUR ACHEMINER L'EAU JUSQU'AU VILLAGE



Un projet rigoureusement pensé et préparé

Ampasineva, un village enclavé de 2000 habitants, d'accès très difficile, situé dans la région d'Alaoira-Mangoro, dans l'Est de Madagascar. En 2010, un cyclone détruit le collège, deux associations - «A better life for children» (France) et Aro Velona (Madagascar) - se mobilisent pour le reconstruire. Ce faisant, elles décident de s'attaquer aussi à l'électrification et à l'amélioration de l'accès du village à l'eau, jusque-là assuré par une rivière située à 800m des habitations. Les bénévoles d'Aquassistance sont sollicités. Mission de reconnaissance, étude technique et démarrage de la coopération avec les responsables du village en 2013, réalisation des plans et choix de l'implanta-

tion des futurs ouvrages (réservoir, lavoirs, bornes fontaines) en 2015, puis mise en œuvre de la solution préconisée avec l'entreprise BEAC Rafalinirina: l'eau sera acheminée, puis redistribuée vers 3 bornes-fontaines et 3 branchements (pour le centre de santé, le collège et l'école primaire), à partir d'une canalisation de Force EDF servant pour l'électrification du village à l'aide d'une turbine. Vu l'isolement d'Ampasineva, les matériels ont dû être acheminés à dos d'homme. Aujourd'hui, le réseau est opérationnel, tandis que des actions de sensibilisation et de formation (gouvernance, hygiène, entretien du réseau) ont été menées auprès du comité de gestion de l'eau et des habitants. \*

## MISSION BANGLADESH AMÉLIORER L'ASSAINISSEMENT ET LA GESTION DES DÉCHETS DANS LE BIDONVILLE DE BHASHANTEK



Rencontre avec les comités de quartiers

Lorsque l'ONG Eau et Vie est arrivée dans le bidonville de Bhashantek (Dhaka) en 2010, elle avait un objectif: organiser un accès durable des habitants aux services essentiels. Côté accès à l'eau, grâce à l'implantation conjointe d'une association (Water & Life) et d'une petite entreprise sociale (SJP), ce sont aujourd'hui 8 000 personnes qui bénéficient d'un robinet à domicile. Côté assainissement et gestion des déchets, Eau&Vie a fait appel à l'expertise technique d'Aquassistance.

C'est ainsi qu'en décembre 2015, une équipe d'Aquassistance est venue pour la seconde fois travailler avec Water & Life, SJP et la population du bidonville pour trouver des solutions à la gestion des latrines et de leurs eaux usées et évaluer pour l'améliorer, la gestion des déchets sur la zone pilote en vue de son extension à l'ensemble du bidonville de 18000 habitants. Les experts bénévoles ont préconisé des améliorations du service. La construction de la station de transfert d'ordures ménagères « Dhaka North City

Corporation » a débuté et les conditions de son exploitation ont été analysées. L'équipe a relevé les difficultés concernant l'assainissement: obstruction des caniveaux par les déchets, défauts d'évacuation des eaux pluviales, problèmes de latrines saturées avec déversement dans le milieu naturel faute de vidanges appropriées. Des rencontres avec les comités de quartier ont permis de connaître les objectifs prioritaires des usagers et d'esquisser ensemble le plan d'actions. \*

# GESTION ET TRAITEMENT DES DÉCHETS : DE LA PRISE DE CONSCIENCE À L'ACTION

En juin 2012, la Banque mondiale publiait un rapport<sup>1</sup> alertant sur l'augmentation de 70% des déchets urbains ménagers dans le monde d'ici 2025: alors qu'en 2010 trois milliards de citoyens généraient 1,3 milliards de tonnes de déchets solides par an (soit 1,2kg par personne et par jour), ce volume de déchets devrait passer à 2,2 milliards de tonnes en 2025 (soit 1,42 kg/habitant/jour) produits par 4,3 milliards d'habitants des zones urbaines. Cette hausse provenant pour l'essentiel des villes à forte croissance des pays en développement.

Or ces pays sont les moins bien armés pour relever le défi de la gestion des déchets: dans les pays à faibles revenus, les villes collectent moins de la moitié des déchets solides, dont environ la moitié seulement est traitée à des normes minimales requises. Les conséquences sanitaires et environnementales d'une telle situation sont catastrophiques.

De plus, aujourd'hui, même les zones rurales ne sont pas épargnées par cette prolifération incontrôlée des déchets.

Pour Dominique Pin, administrateur du Fonds SUEZ initiatives, le constat est clair: «**Dans les pays en développement, au niveau de l'aide internationale comme des politiques nationales et des usagers, il y a eu comme une hiérarchisation des priorités: on s'est d'abord occupé de l'accès à l'eau, puis de l'assainissement, et aujourd'hui on commence à bouger sur la question des déchets. Preuve en est, la gestion des déchets ne faisait pas partie des OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement), elle**

**fait son apparition dans les ODD (Objectifs de Développement Durable) adoptés le 25 septembre 2015 par les États membres de l'ONU. De ce fait, on est encore dans une phase d'apprentissage, avec des difficultés techniques, financières et organisationnelles qui ne sont pas encore maîtrisées. Mais on avance, pas à pas.**»

(1) «What a waste: a global review of solid waste management», Banque Mondiale, juin 2012



La collecte des déchets s'organise

«Dans les grandes villes des pays en développement, la récupération et le recyclage informels des déchets sont des sources de revenus pour les populations les plus démunies qui exercent souvent cette activité dans des conditions précaires et dangereuses pour leur santé. C'est pourquoi, au travers de la Fondation GoodPlanet, et avec le soutien du Fonds SUEZ initiatives, nous travaillons en Afrique à la mise en place d'unités de valorisation des ordures ménagères en compost, qui améliorent l'insertion sociale de ces personnes en leur offrant un emploi stable, une formation et un suivi médical. Ces projets me tiennent particulièrement à cœur, car ils allient l'amélioration des conditions de vie des populations du Sud et la lutte contre le dérèglement climatique.»



**Yann Arthus-Bertrand,**  
Président de la Fondation GoodPlanet

## LES RIVERAINS ATTENDENT LE CAMION POUBELLE COMME ILS ATTENDENT L'EAU POTABLE!

### GRET

**DOLISIE,  
CONGO BRAZZAVILLE**  
2011 - 2016 (4 ANS)

La ville de Dolisie est en passe de réussir son test de dispositif de collecte obligatoire des déchets solides sur cinq quartiers centraux. La mise en place du service pilote de pré-collecte par moto-benne en avril 2015 montre des résultats très probants après 5 mois de fonctionnement dans un quartier pilote: 81% des poubelles collectées, plus de 1 000 m<sup>3</sup> de déchets évacués, entre 65% et 80% de taux de perception de la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères, preuve d'une forte satisfaction des usagers. Aujourd'hui, plus de 580 ménages bénéficient du service de ramassage des déchets dans ce quartier.<sup>(1)</sup> Quatre nouveaux quartiers bénéficient du service depuis juillet 2015 et la construction d'une aire de transit des ordures ménagères (ATOM) s'est achevée fin

novembre dans le centre-ville, derrière les services techniques municipaux, afin de favoriser l'accès des motos et le suivi du service. Des résultats très encourageants au regard des expériences précédentes, vouées à l'échec, faute de moyens, de compétences, de stratégie et de mobilisation concertée des différents acteurs. C'est la Mairie de Dolisie qui a sollicité dès 2011 le soutien du Gret pour mettre en place un dispositif test de service de gestion des déchets solides dans cinq quartiers prioritaires de la ville. La prolifération des déchets entraîne des effets induits de diffusion des maladies, pollution des eaux, des sols, de l'air... Le projet a démarré par un diagnostic approfondi, l'élaboration de différents scénarios de solutions, la mise en place d'un cadre de concertation et de réflexion, et la définition d'un plan d'actions. Parallèlement est mené un travail de renforcement de l'implication et des capacités de tous les acteurs concernés: la commune, les services déconcentrés, les chefs de quartiers, les usagers et les OSC (Organisations de la So-



La pré-collecte par moto-benne permet de bien identifier le service

ciété Civile). **Le projet soutenu par l'Union européenne, la Mairie de Dolisie, et Find, le Fonds d'Innovation pour le Développement du Gret, combine innovation sur le terrain et production intellectuelle, dans un objectif d'apprentissage collectif et d'enrichissement des pratiques du secteur.** La mission menée par Aquassistance a permis aux équipes du Gret de poser les enjeux de pérennité du service et de valider les solutions techniques et organisationnelles. En effet, avec le passage à un périmètre d'in-

tervention qui atteindrait 100 000 habitants, la capacité de la mairie à piloter ce service est un élément clef de durabilité, avec des problématiques techniques, de maintenance, de clientèle, de gestion des équipes opérantes. «Aujourd'hui les habitants attendent le passage de la collecte des ordures ménagères comme ils attendent l'eau potable. Il ne peut y avoir de retour en arrière faute de difficultés de gestion.» précise Odile Oberti, Waste Technical Performance Manager, (SUEZ) bénévole Aquassistance. ★

(1) Extrait de la Lettre d'Information du Gret «Projet Promaïss», septembre 2015



Un service appelé à desservir 10 000 habitants



La gestion des déchets, un enjeu de taille

## UN LABORATOIRE POUR CO-CONSTRUIRE DES SOLUTIONS SIMPLES ET VIABLES

### CEFREPADE

HAÏTI  
2015 - 2016 (2 ANS)

Quand des acteurs de terrain de l'environnement se réunissent pour mener des projets pérennes au service des populations les plus défavorisées et de la préservation de l'environnement, avec parfois peu de moyens mais du bon sens, de la passion et du désintéressement, cela donne le CEFRE-

PADE! » C'est ainsi que Pascale Naquin, sa directrice, présente le Centre Francophone de Recherche Partenariale sur l'Assainissement, les Déchets et l'Environnement, une association née en 2007 au sein d'un laboratoire de l'INSA de Lyon, investi depuis 40 ans dans des travaux de recherche sur les déchets en France et dans le monde. Principale zone d'intervention, Haïti. Ce pays en grande difficulté voit pourtant de nombreuses organisations communautaires, très demandeuses de clés et de moyens pour agir. Parmi elles,



Apprendre les gestes du tri

**Evaluer l'impact du programme pour démontrer comment des actions menées avec des moyens modestes peuvent à moyen terme générer un enchaînement d'améliorations des conditions de vie, et être répliquées à plus large échelle.**

L'Association des Originaires de Grande plaine (AOG), avec laquelle le CEFREPADE collabore dans le cadre d'un programme expérimental de deux ans sur une « zone atelier » de la commune de Gros Morne, à l'ouest de Haïti. L'objectif est de mener, aux côtés des bénéficiaires, des actions visant à améliorer les conditions de vie des populations et à encourager et appuyer la dynamique locale de développement durable. Le programme s'articule autour de quatre axes prioritaires : l'appui à la mise en œuvre de la gestion des déchets ménagers dans deux quartiers pilotes, en concertation avec la Municipalité ; l'appui à l'implantation de toilettes

écologiques familiales et scolaires dans deux quartiers pilotes, avec le soutien de l'Université de Quisqueya ; l'appui au reboisement, qui s'adosse au Réseau des Ecoles Vertes (REV) initié avec succès par l'AOG en 2008 ; enfin la formation et la sensibilisation à de nouvelles pratiques agricoles et environnementales. Il s'agira ensuite d'évaluer l'impact du programme pour démontrer comment des actions menées avec des moyens modestes, peuvent à moyen terme générer un enchaînement d'améliorations des conditions de vie (sanitaires, économiques, environnementales) et être répliquées à plus large échelle. ✨

## DÉVELOPPER DES UNITÉS DE COMPOSTAGE DES DÉCHETS ORGANIQUES

### GOODPLANET

LOMÉ, TOGO  
2013 - 2015 (3 ANS)

Comment traiter le problème de la gestion des déchets et celui de l'émission de méthane liée à la décomposition anaérobie dans les décharges africaines ? Pour GoodPlanet, Gevalor et ETC Terra qui

pilotent ensemble le programme Africompost, la réponse passe par le développement d'unités de compostage des déchets organiques, avec un partage des responsabilités entre les collectivités et les opérateurs de com-



Développer les compétences au sein de l'unité de compostage

postage : les unes assurent la collecte des déchets, mettent à disposition les terrains et restent propriétaires des installations et des équipements, tandis que les autres prennent en charge la gestion des unités de compostage, la sensibilisation auprès des populations et la promotion du compost auprès des agriculteurs. À Lomé, au Togo, c'est l'association ENPRO qui est aux commandes de l'unité de compostage. L'équilibre financier du projet est encore fragile, malgré une amélioration continue des compétences et des actions sur tous les axes (approvisionnement, production et commercialisation). Cependant, un premier accord vient d'être trouvé entre ENPRO et la Commune qui apportera en 2016 une contribution aux activités de traitement d'ENPRO. ✨

## UN RÉSEAU D'ECOPOINTS QUI ESSAIME AU MOZAMBIQUE

### AMOR

BEIRA, MOZAMBIQUE  
2015 - 2017 (2 ANS)



Depuis 2009, AMOR, l'Association Mozambicaine de Recyclage, travaille à structurer la filière des déchets au Mozambique, en instal-

lant dans les grandes villes des « Ecopoints », des containers maritimes transformés en centres d'achat et de collecte des déchets recyclables. Ces derniers sont ensuite conditionnés pour être revendus à la filière mozambicaine du recyclage. Le pro-

jet comporte une forte dimension sociale avec l'intégration de femmes en grande précarité, formées à la gestion des Ecopoints, et d'anciens chiffonniers, qui, une fois formés, sont équipés de triporteurs pour la collecte. Par ailleurs, le projet de Amor intègre également des actions de sensibilisation dans les écoles avec un concours scolaire de recyclage, qui récompense les écoles avec du matériel scolaire et sportif en fonction des quantités de matériel recyclable collectées.

Forte des premiers succès à Maputo, Matola et Vilankulo, AMOR lance, avec le soutien enthousiaste de la Municipalité, un nouveau projet à Beira, la 3<sup>ème</sup> ville du pays, axé sur trois composantes : installation de cinq Ecopoints, gérés par les Comités de Quartier déjà en charge de la collecte des déchets ; actions de sensibilisation au sein de dix écoles ; organisation du rachat des déchets recyclables des écoles par les Ecopoints. ✨

Le Fonds SUEZ initiatives a progressivement élargi son champ d'intervention aux projets d'insertion par l'emploi et la formation, qui constituent aujourd'hui un axe de son action.

## Quel sens donnez-vous à cet engagement ?



**Marie Trelu-Kane**  
Présidente co-fondatrice d'UNIS-CITE,  
Conseillère au Conseil Economique, Social  
et Environnemental.

**Cynthia Fleury**  
Philosophe, chercheuse  
et enseignante universitaire



**Cynthia Fleury :** Qui dit projet d'insertion dit volonté de lutter contre l'exclusion, c'est-à-dire volonté de lever durablement les obstacles qui empêchent les personnes en grande difficulté de devenir ou redevenir pleinement actrices de leur vie et de la société.

**Cristophe Cros :** Nous sommes tous co-responsables de la montée des situations d'exclusion et nous devons tous nous co-engager dans le combat pour l'insertion des plus fragiles. Il en va de l'équilibre et de l'avenir de

nos sociétés. Le Fonds SUEZ initiatives s'associe à ce combat en apportant un soutien financier aux porteurs de projets mais aussi en créant des passerelles entre les entreprises et les structures d'insertion.



**Christophe Cros**  
Directeur Général Adjoint  
en charge des Finances, SUEZ



# CONTRE LA MONTÉE DE L'EXCLUSION, METTRE LES INDIVIDUS AU CŒUR DES DEMARCHES DE REINSERTION



L'insertion passe par la rencontre et le dialogue

## LA PRÉCARITÉ S'ENRACINE DANS LA DURÉE

Chaque année, à l'automne, le Secours Populaire Français (SPF) et le Secours Catholique-Caritas France présentent respectivement leur rapport annuel sur la question de la précarité en France : la manière dont elle est définie, vécue et crainte par les Français. Ces études convergent dans le constat de l'évolution de la pauvreté en France vers une tendance préoccupante, dans un contexte marqué par une aggravation des inégalités, l'enracinement de la précarité de la population éloignée de l'emploi, et des situations d'exclusion durables. Il

apparaît également clairement que la pauvreté ne se limite pas à l'alimentation, mais touche des domaines bien plus larges : soins médicaux, dépenses d'énergie, loyer, frais de transport, loisirs, cantine scolaire, ... Cela confirme les constats des bénévoles sur le terrain : **«Le nombre de personnes dont les ressources ne suffisent pas pour assurer leurs besoins de base, et qui viennent nous demander de l'aide, est en augmentation constante»**, s'inquiète le secrétaire général du SPF d'Indre. Ces conclusions rejoignent les chiffres publiés par l'Insee pour l'année 2014 : selon ses calculs, le taux de pauvreté augmente

de 0,2 point en 2014 (après deux années de recul), avec un seuil de pauvreté fixé à 1002 euros mensuels, soit **«un revenu disponible de 2 104 euros par mois pour une famille composée d'un couple avec deux enfants de moins de quatorze ans»**, selon l'Insee.

## UN PLAN NATIONAL POUR LUTTER CONTRE L'EXCLUSION

Le 3 mars 2015, le Premier ministre, Manuel Valls, présentait officiellement la «Feuille de route 2015-2017» du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale. Fruit d'une concertation entre tous les acteurs concer-

nés (Etat, collectivités locales, associations, services publics de la Sécurité sociale, entreprises, organisations syndicales et personnes en situation de précarité), cette feuille de route s'articule autour de trois axes : prévention des ruptures, accompagnement des personnes en difficulté, action partenariale au plus près des territoires et des personnes.

## LES PERSONNES AU CŒUR DES DÉMARCHES DE (RÉ) INSERTION

Parce que l'exclusion et la précarité touchent tous les aspects de la vie des personnes, la feuille de route insiste sur la notion de transversalité et d'accompagnement individualisé dans la durée : **«La spécificité de ce plan tient également à sa volonté d'accompagner en permanence les trajectoires des individus : sont ainsi traités l'accès aux droits et la lutte contre le non recours, les questions d'hébergement et de logement, l'enfance et la famille, l'emploi et la formation, la santé qu'il s'agisse de prévention et d'accès aux soins. Cette cohérence se traduit par (...) la volonté d'impliquer l'ensemble des acteurs qui agissent sur les territoires au plus près des personnes : collectivités territoriales, secteur associatif, usagers»**. ★

**Chacun doit avoir les ressources suffisantes pour se soigner, se loger – mener son existence. C'est notre rôle à tous aujourd'hui : pouvoirs publics, collectivités locales, associations, entreprises, partenaires sociaux.**

Présentation de la « Nouvelle feuille de route du Plan pauvreté », Ministère des Affaires sociales, 3 mars 2015



« Le modèle des ateliers d'insertion d'Epinal, que le Fonds SUEZ initiatives contribue à déployer dans les Vosges, est une très bonne illustration de ce qui se noue, au niveau individuel et collectif, entre nos bénévoles et les personnes qu'ils accompagnent. Il s'agit en effet d'un engagement parallèle et réciproque : **engagement de présence, engagement d'écoute et de respect, engagement d'exigence également pour que chacun apporte le meilleur de lui-même** afin de révéler les talents de ces jeunes en recherche. C'est ce double engagement qui produit non seulement l'efficacité de cette démarche d'accès à l'emploi, mais également la richesse humaine et la transformation personnelle, vécues au travers de ce travail véritablement commun et fraternel. »

**« L'expérience accumulée et réfléchie des militants de La Cimade, permanents, salariés et bénévoles démontre qu'il y a urgence à agir dans les contextes actuels migratoires.** Les réponses ne sont ni faciles ni immédiates. Mais une chose est sûre : elles ne seront durables que si elles visent en priorité la défense et la promotion des valeurs fondamentales qui nous permettent de vivre ensemble : la justice, l'égalité, la solidarité, la fraternité. »

**« Au sein de nos colocations, nous accompagnons des personnes en grande et très grande difficulté sociale, ayant vécu une marginalisation avancée.** Avec les maisons Lazare, nous les aidons à retrouver une vie « normale », retrouver un logement décent permet de se projeter dans l'avenir. De même que la colocation avec de jeunes actifs permet de reconstruire un lien social en partageant le quotidien. Cet échange et cette sécurité participent à retrouver l'estime de soi. Logement et estime de soi sont des prérequis essentiels pour retrouver durablement un emploi. »



**Véronique Fayet,**  
Présidente du Secours catholique-Caritas France



**Geneviève Jacques,**  
Présidente de La Cimade



**Etienne Villemain,**  
Directeur Général Lazare

## VERS UNE FILIÈRE DE REVALORISATION ET RÉEMPLOI DU JOUET EN FRANCE



### REJOUÉ

PARIS, FRANCE  
2011 - 2015 (4 ANS)

Une nouvelle vie pour les jouets, un tremplin vers l'emploi: tel est le double objectif de l'association Rejoué qui, depuis 2012, emploie des personnes en insertion pour collecter, nettoyer, réparer et valoriser des jouets usagés. Puis les revendre, via une boutique parisienne et des professionnels de l'enfance: crèches, centres de loisirs, écoles... Un projet au départ modeste, et pourtant une pe-

tite révolution dans les mentalités, et un modèle qui s'affine au fil des ans, avec une ambition en ligne de mire: contribuer à terme à la création d'une filière française du réemploi et du recyclage des jouets.

Pour y parvenir, tout est mis en œuvre pour pérenniser l'activité: renforcement de l'offre aux professionnels (réseaux de crèches privées et collectives); organisation de journées et d'opérations solidaires en entreprise; création de corners Rejoué dans des boutiques solidaires; vente au kilo en boutique; nouvelle offre de location de jouets (chaînes d'hôtel) ... Côté production, les collectes augmentent grâce à des

partenariats avec des associations ou des distributeurs et des collectivités locales, les locaux s'agrandissent, les équipes se renforcent... Le Fonds SUEZ initiatives est partenaire de Rejoué depuis ses débuts. ★

**Une nouvelle vie pour les jouets : un projet au départ modeste, et pourtant une petite révolution dans les mentalités.**

## PARTAGER LA VIE DES SDF POUR LES AIDER À SE RÉINSÉRER

### LAZARE

FRANCE  
2014 - 2015 (1 AN)

Si les personnes sans domicile fixe ont besoin d'un toit et d'un travail pour se réinsérer, elles ont tout autant besoin de relations humaines. Les membres de l'association Lazare se sentent une responsabilité directe vis-à-vis des personnes à la rue, en souffrance. Ils savent qu'ils peuvent les aider. Ils choisissent de vivre avec eux, dans la simplicité, jour après jour.»C'est

cette conviction qui sous-tend le projet Lazare. Il s'agit de faire des ponts entre des « riches » et des « pauvres », de permettre à d'anciens SDF et à de jeunes actifs insérés de vivre ensemble au quotidien. L'expérience humaine est très forte. Chacun découvre que l'autre est « un trésor », au-delà des apparences. Peu à peu, on retrouve confiance en soi. Lazare organise aussi des déjeuners de l'amitié. Ce sont tables ouvertes le dimanche, où des personnes isolées sont invitées à partager un repas convivial avec d'autres personnes. Ce sont des moments très simples et festifs. Aujourd'hui, l'association est présente à Lyon, Nantes, Marseille,

Toulouse, Lille, Angers et en janvier 2016 à Vaumoise (Oise). D'autres projets d'ouverture sont à l'étude.

Le Fonds SUEZ initiatives soutient la Maison de Nantes qui accueille aujourd'hui 40 co-locataires (dont 21 anciens SDF) répartis dans 4 appartements. En deux ans, 40% ont retrouvé un travail et 85% ont retrouvé un logement. La maison de Nantes dispose également de 4 studios de «démontage» qui ont pour objectif de permettre à des résidents de faire un pas vers l'autonomie tout en restant proche de la vie collective. Ils sont une étape entre la vie de colocation et l'appartement complètement autonome. ★



La colocation solidaire apporte un quotidien riche d'échanges et de partage

## ACCUEILLIR ET ACCOMPAGNER LES MIGRANTS ET LES DEMANDEURS D'ASILE

### LA CIMADE

FRANCE  
2015 - 2016 (1 AN)

Face à l'afflux massif de migrants en Europe et en France ces derniers mois, le Fonds SUEZ initiatives a décidé de manifester concrètement sa solidarité en se mobilisant

**La mission de la CIMADE est plus que jamais à l'ordre du jour dans un contexte exceptionnel marqué par la précarité et la complexité croissantes des parcours migratoires.**

aux côtés de la CIMADE, qui depuis sa création à la fin des années 30 propose accueil et accompagnement sociojuridique aux migrants et aux demandeurs d'asile. Cette mission est plus que jamais à l'ordre du jour dans un contexte exceptionnel marqué par la précarité et la complexité croissantes des parcours migratoires. Des difficultés auxquelles vient s'ajouter une réforme de l'asile transformant en profondeur les dispositifs d'accueil des demandeurs, la procédure d'asile, l'accès aux droits et l'expulsion des personnes déboutées. Pour la CIMADE il est urgent d'adapter les moyens d'action à ce nouveau contexte. Un premier axe vise à permettre aux personnes exilées d'avoir un accès effectif à leurs droits juridiques et sociaux (demande d'asile, allocation des demandeurs d'asile, protection maladie, droit au travail, accès à un hébergement d'urgence ...), ce qui constitue le premier pas vers la régularisation et l'intégration. **Les actions se déploient dans deux direc-**



Etre accompagné pour comprendre et défendre ses droits

**tions: Le renforcement des permanences d'accueil et la mise en place d'équipes mobiles chargées d'aller directement à la rencontre des migrants et de leurs besoins**, sur leurs lieux de vie. Un deuxième axe vise à développer les coopérations avec tous les acteurs associatifs et institutionnels impliqués dans l'accueil des migrants. Mutualiser les exper-

tises et les interventions, échanger sur l'analyse des besoins, alerter sur les nœuds constatés et réfléchir collectivement aux solutions possibles, sont autant de leviers de progression. Enfin la CIMADE joue un rôle essentiel d'information et de lutte contre les préjugés et les amalgames auprès des élus, des enseignants et du grand public. ★



Le parcours du combattant des immigrés : travail, hébergement, santé...

## DES SOLUTIONS INNOVANTES POUR MIEUX REBONDIR

### LA MAISON POUR REBONDIR

BORDEAUX, FRANCE



Motivées pour reprendre le chemin de l'emploi

Implantée à Bordeaux depuis 2011, la Maison pour rebondir (MPR) a pour mission d'améliorer l'accès à l'emploi des populations en situation de précarité. Au cœur de cette mission, une conviction, les réponses sont à élaborer, oser, expérimenter et développer en coopération avec tous les acteurs du territoire : entreprises, missions locales, Pôle Emploi, élus locaux, organismes de formation, chantiers d'insertion, etc. La MPR se définit comme un «laboratoire d'innovation sociale», en perpétuelle recherche de stratégies mieux ciblées et de projets novateurs, qui se déploient selon trois axes.

Premier axe : favoriser l'accès à l'emploi dans les métiers de l'environnement au sein de SUEZ et d'autres entreprises partenaires.

**Sur les 110 personnes accompagnées depuis 2012 (dont 24 sont encore en parcours), 57 ont trouvé un emploi durable (CDI ou CDD+ 6 mois), 4 ont repris leurs études et 17 ont amélioré leur employabilité. De bons résultats, avec un très beau score pour les alternants, puisqu'en 2015, 100% ont réussi leur année avec un diplôme à la clé.**

Deuxième axe : stimuler la création d'activité avec le parcours «J'entreprends», qui a un taux de réussite de 85% (entreprise créée

**Un «laboratoire d'innovation sociale», en perpétuelle recherche de stratégies mieux ciblées et de projets novateurs.**

ou sortie en emploi durable). La troisième promotion regroupe 9 femmes et 8 hommes. Au programme : 300 heures de formation, 50 modules collectifs (comptabilité, site web, marketing...), des ateliers avec des intervenants extérieurs, 11 événements réseaux et un speed-meeting visant à tester les projets auprès de professionnels. A la clé, 17 projets bien ficelés, prêts à démarrer : couture retouche, carrosserie, déblocage de téléphone, covoiturage pour mineurs, etc.

Troisième axe, qui a vu le jour en 2015 : appuyer le développement de projets socialement innovants en faveur de l'emploi, en jouant le rôle d'hébergeur, de facilitateur et d'accélérateur. Avec une action phare : le soutien à «Ma Petite Entreprise en Aquitaine» (MPEA),

une association innovante qui accueille sur 6 mois 12 personnes en insertion, en les invitant à élaborer collectivement et mettre en œuvre auprès des entreprises comme des particuliers une offre de services. ★



## FORMER LES ÉQUIPES D'ENCADREMENT DU RÉSEAU COCAGNE



L'insertion par le maraîchage écologique

### RÉSEAU COCAGNE

FRANCE

2014 - 2015 (1 AN)

Fondé en 1999, le Réseau Cocagne rassemble près de 110 Jardins de Cocagne, des chantiers d'insertion, qui utilisent le maraîchage biologique comme support d'insertion sociale et professionnelle pour des personnes éloignées de l'emploi. La réussite de la démarche repose largement sur la qualité et la stabilité des équipes

d'encadrement, qui doivent maîtriser aussi bien le maraîchage biologique, la transformation et la commercialisation des produits, que l'encadrement de salariés en insertion. Un profil atypique exigeant une formation sur mesure. A cet effet, en partenariat avec le Centre de Formation Agricole Bougainville de Briec-Comte-Robert, le Réseau a créé en 2013 un certificat de spécialisation «Conduite en maraîchage biologique et encadrement technique d'insertion». La formation se déroule sur une année calendaire, avec une alternance entre

des périodes de cours en centre de formation et des périodes de travail au sein du Jardin accueillant. Le bilan des deux premières promotions a été très positif et la troisième a démarré en septembre 2015 avec un groupe de treize participants, sélectionnés parmi plus de 40 candidats venus de toute la France. ★

**Le projet repose sur la qualité et la stabilité des équipes d'encadrement.**

## DES FORMATIONS SUR MESURE POUR LES FEMMES D'ORIGINE ÉTRANGÈRE

### PROMOFEMMES

BORDEAUX, FRANCE

2015 - 2016 (1 AN)

Implantée depuis 20 ans à Bordeaux, l'association Promofemmes accompagne chaque année environ 700 femmes d'origine étrangère sur un chemin personnalisé d'insertion sociale, culturelle et professionnelle, prenant en compte les besoins, les attentes et les capacités de chacune. En 2013, forte de son expérience et de son ancrage local, l'association a monté deux formations avec le soutien du Fonds

SUEZ initiatives : «Aide aux personnes âgées» et «Agent d'entretien». Huit employeurs (maisons de retraite et associations de service à la personne) sont impliqués dans le montage, l'accompagnement et l'évaluation des cursus ; de son côté, la Maison pour rebondir propose en complément des modules de techniques de recherche d'emploi. A l'issue de la formation, les participantes bénéficient de six mois de suivi individuel comprenant un atelier numérique, des simulations d'entretiens et de face à face, ainsi que l'élaboration d'une stratégie de recherche d'emploi. Les progrès sont très probants en termes de savoir-faire et sa-

voir-être et le taux d'emploi à la sortie est remarquable. L'«esprit de promo», très stimulant,

qui prévaut au sein de l'association est certainement une des clés de la réussite de ce projet. ★



L'«esprit de promo», moteur du projet

# RESTAURER LE BÂTI ANCIEN POUR SE RECONSTRUIRE

## ACTA VISTA

MARSEILLE, FRANCE  
2015 (1 AN)

**Nous aimerions mettre en place un chantier ouvert : que le public puisse visiter les parties déjà restaurées pendant que nos équipes travaillent sur les autres. Cela montrerait que la restauration est faite par des Marseillais, issus pour la plupart des quartiers populaires.** Tel est le souhait de Vincent Nicolle, Directeur général d'Acta Vista, qui décrit bien le double

objectif de l'association qu'il pilote : embaucher en contrat d'insertion des personnes éloignées de l'emploi pour les former aux savoir-faire traditionnels du bâti ancien, tout en contribuant à la restauration de lieux historiques, sous la houlette du Directeur des travaux appuyé par l'architecte du patrimoine.

En 2015, plus de 150 personnes ont été recrutées au Fort d'Entrecasteaux à Marseille, alternant travail sur le chantier et formations techniques en atelier sous la direction de compagnons formateurs. Une démarche complétée d'un accompagnement socio-professionnel visant à

lever les freins à l'emploi (mobilité, logement, illettrisme, etc.). A condition d'être motivé, de respecter les horaires et la hié-

rarchie, et d'accepter de s'intégrer dans une équipe, « nul n'est inemployable », c'est le credo de l'association! \*



Travailler dans un cadre prestigieux pour apprendre un métier est un levier de fierté

## DES ATELIERS D'INSERTION POUR REDONNER CONFIANCE AUX JEUNES

### SECOURS CATHOLIQUE CARITAS FRANCE

VOSGES, FRANCE  
2015 - 2017 (3 ANS)

**L**a délégation du Secours Catholique des Vosges a lancé fin 1993 à Epinal les ateliers d'insertion : « **L'idée est venue en voyant que de plus en plus de jeunes, en âge de travailler mais qui étaient dans la galère, venaient demander de l'aide** », explique une bénévole. L'objectif est de permettre chaque année à trente jeunes en rupture fami-

liale, sociale et professionnelle de retrouver « confiance et compétence », via la participation à une dizaine d'ateliers d'insertion professionnelle : menuiserie, cuisine, service à table, informatique, jardin solidaire, peinture/tapisserie, couture, arts/culture, etc. En parallèle, les jeunes sont suivis par la Mission Locale et par des travailleurs sociaux de la mairie d'Epinal ou du Conseil Général des Vosges. « **C'est un outil très important qu'on a là, et qui a fait ses preuves** », affirme Marie-Luce David, assistante sociale du Conseil Général. Le Secours Catholique est engagé aujourd'hui dans une démarche de duplica-

tion de ce projet phare, soutenu par le Fonds SUEZ initiatives, ce qui requiert des actions de retours d'expérience, de modélisation du concept, puis de promotion, et enfin d'accompagnement des équipes désireuses de se lancer. \*

**Permettre chaque année à trente jeunes en rupture de retrouver « confiance et compétence ».**



Un nouveau départ



Un projet pédagogique exigeant qui passe par la remise au travail

## ROMPRE AVEC LA TOXICOMANIE RENOUER AVEC LA VIE

### SAN LORENZO

LOURDES, FRANCE  
2015 - 2016 (1 AN ET DEMI)

**F**ranco Gedda a 35 ans quand il rencontre sœur Elvira. Grâce à l'Association San Lorenzo qu'elle a fondée pour les toxicomanes en Italie, Franco sort du gouffre de la dépendance et change radicalement de vie. Il dirige aujourd'hui les quatre maisons San Lorenzo en France. Ce parcours est le fruit d'un projet pédagogique spécifique, au service des jeunes pour lesquels toutes les tentatives de désintoxication ont échoué.

La démarche repose sur l'accompagnement bienveillant par des personnes ayant connu les mêmes difficultés et sur la reconstruction par le travail. « **Les garçons qui arrivent sont des jeunes perdus, profondément blessés. Ils ont besoin de parler, d'être écoutés, ils ont soif de considération et d'attention.** Quand je les accueille, je leur raconte mon parcours, je

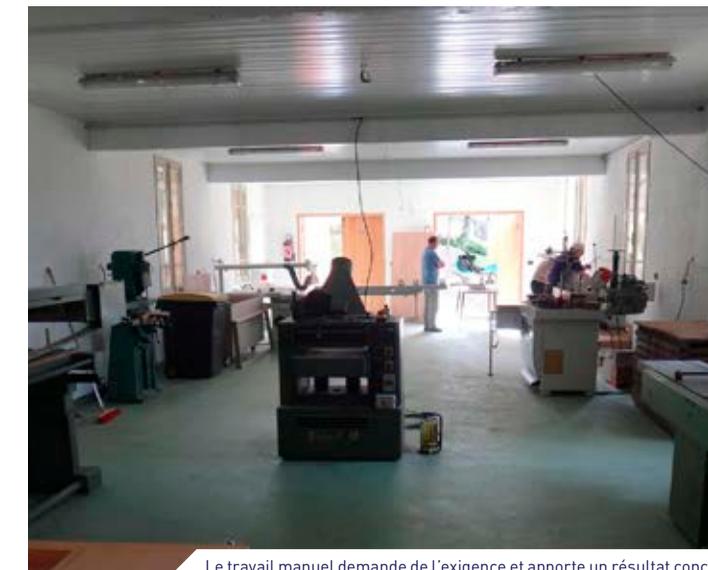
les mets en confiance », explique Franco Gedda. Et d'ajouter : « Ce que nous leur proposons, c'est un style de vie simple et exigeant ». Et qui suppose une rupture de vie drastique : horaires réguliers, abstinence totale à la drogue, l'alcool ou les produits de substitution, coupure de tout lien avec l'argent, principe d'autogestion de la maison - pour les plus anciens -, et remise au tra-

du territoire. L'association mène également des actions de prévention et d'information animées par les jeunes et leurs familles. Dans ce cadre, le Fonds SUEZ initiatives soutient la création de deux ateliers, l'un de menuiserie, l'autre d'espaces verts et maraîchage, qui combinent plusieurs objectifs : remise au travail pour une trentaine de jeunes, décou-

verte de nouvelles aptitudes et d'un métier, intérêt économique via la fabrication de meubles et la fourniture de légumes pour l'association. Un projet qui s'illustre avec la rénovation par ses pensionnaires de la maison d'accueil de Lourdes, qui selon un responsable, est « à l'image de la transformation opérée par les jeunes pendant leur séjour ». \*

**Les jeunes restent entre trois et cinq ans et 95 % d'entre eux arrivent à se réinsérer à la sortie.**

vail. Des règles très strictes, que la plupart des jeunes acceptent, grâce à l'extrême solidarité qui prévaut entre les pensionnaires. Les jeunes restent entre trois et cinq ans, et, à la sortie, 95% arrivent à se réinsérer, via des partenariats avec des acteurs économiques et de formation



Le travail manuel demande de l'exigence et apporte un résultat concret



Grâce au programme, les jeunes retrouvent confiance et motivation

## « BOOSTER », UN PROGRAMME POUR AIDER LES JEUNES DÉCROCHEURS

**UNIS-CITE**  
PARIS ET BONDY, FRANCE  
2014 - 2016 (3 ANS)

de leur vie à la solidarité et que cette période d'engagement au service de la collectivité leur permette de rencontrer des jeunes d'horizons totalement différents». Un rêve qui a commencé à prendre forme dès 1995, qui a ensuite largement inspiré la mise en place du Service Civique en France en 2010, et qui se prolonge aujourd'hui avec la volonté du Président de la République d'instaurer un service civique «uni-

A l'origine de la création d'Unis-Cité, le rêve de 4 étudiantes : « **Qu'il devienne naturel que tous les jeunes, quel que soit leur parcours, consacrent une étape**



En mission solidaire auprès des personnes isolées

versel», qui pourrait concerner 350 000 jeunes par an d'ici 2018. L'association Unis-Cité a créé en 2013 le programme Booster de rattachement scolaire en partenariat avec le Ministère de l'Éducation Nationale et l'Agence du Service Civique. Spécifiquement adapté aux jeunes de 16 et 17 ans en situation de décrochage scolaire, ce programme permet à des équipes de jeunes mineurs, pendant 7 mois, de développer des compétences transversales, savoir-être et confiance en soi, qui leur permettront de retrouver la motivation d'apprendre et de se former. L'objectif est de « **redonner à chaque jeune confiance en lui et en son avenir** » et d'utiliser l'engagement solidaire comme un tremplin de remobilisation et de rattachement vers un parcours de formation ou un parcours vers l'emploi. Pour ce faire, le dispositif combine apprentissage de la vie en équipe aux côtés de jeunes plus matures et intégrés, missions solidaires sur le terrain pour se rendre utiles de manière très concrète (publics en grande précarité, sensibilisation au handicap, animation de quartier...), retour au

lycée deux jours par semaine avec un enseignement spécifique, journées d'« **empowerment** » pour développer la curiosité, la créativité et la capacité à agir. Le soutien du Fonds SUEZ initiatives a permis de cofinancer l'accueil et l'accompagnement des 40 jeunes qui ont participé au programme Booster à Bondy (93) et Paris de décembre 2014 à juin 2015. L'effet « **tremplin** » est globalement atteint même si la route reste encore longue pour ces jeunes en grande difficulté. \*

Dans le cadre des journées « Tremplins » organisées chaque année par Unis-Cité dans les entreprises, le Fonds SUEZ initiatives a reçu le 12 juin 2015 à la Tour CB 21, au siège du Fonds SUEZ initiatives, un groupe de jeunes du programme Booster. Au programme : entretiens individuels de tutorat, visite du showroom et explication des métiers de SUEZ autour de l'eau et des déchets, coaching sur la communication verbale et non-verbale.



Chaque année, 95 ateliers pour près de 1200 apprenants

## DES COURS DE FRANÇAIS POUR AIDER A L'INTEGRATION

**ATOUTS COURS**  
PARIS, FRANCE  
2015 (1 AN)

En 1997, Robert-Charles Chemoul, un enfant du quartier parisien de La Chapelle devenu professeur, fonde avec deux amis « Atouts Cours », une association qui propose des cours d'alphabétisation et de français langue étrangère

(FLE) visant à favoriser l'intégration, l'insertion et la socialisation des personnes d'origine étrangère du quartier. Près de 20 ans plus tard, grâce au soutien de la Politique de la Ville et de nombreuses structures amies, Atouts Cours accueille chaque année plus de 1150 apprenants répartis en 95 ateliers sur un réseau de 20 adresses partenaires qui hébergent l'association dans six arrondissements, avec la collaboration précieuse de plus de 100 bénévoles et cinq salariés.

français des « ateliers d'accueil », sur des cycles courts, leur permettant d'acquérir un niveau de base avant d'intégrer un atelier. Forte du succès de cette expérience, l'association souhaite aujourd'hui créer 15 nouveaux ateliers ayant chacun un objectif d'apprentissage linguistique ciblé : notions d'informatique, recherche d'emploi, lecture à haute voix, etc. La réussite de cette action, soutenue par le Fonds SUEZ initiatives, suppose la préparation de guides pédagogiques appropriés, la formation des bénévoles, la mise en place de grilles d'évaluation des apprenants et la création d'une base de ressources pédagogiques en ligne. Un souci de professionnalisme qui contribue largement à la réussite des élèves, soulignée par Robert-Charles Chemoul : « **On voit des gens qui viennent s'inscrire, qui ne disent pas un mot, et au bout de deux ou trois mois, qui commencent à tenir une conversation, c'est fabuleux** ». \*

Atouts Cours accueille en permanence de nouveaux apprenants, par exemple des réfugiés qui ont dû quitter précipitamment leur pays et qui se retrouvent du jour au lendemain projetés dans la société française. Arrivant à n'importe quel moment de l'année, ils peuvent s'inscrire et suivre les cours au sein de la structure, c'est en cela que la philosophie d'Atouts Cours diffère des autres structures d'apprentissage du français qui ouvrent les inscriptions à date fixe, en septembre notamment. D'où l'idée, en 2013, de proposer aux nouveaux arrivants qui n'ont aucune notion de

« J'anime des ateliers d'apprentissage de la langue française tous les lundis de 19h à 20h30 à Porte de la Chapelle. La population est issue de tous les horizons et de tous les âges. J'ai choisi de m'investir dans cette association pour sa mission et son impact auprès de son public ».

**Jamal KARAOUI,**  
bénévole de l'association  
Atout Cours depuis deux ans,  
et salarié de SUEZ, Recyclage  
et Valorisation France



Premiers pas vers l'intégration

## Soutien à la formation, à la recherche, à l'innovation : comment cet axe d'intervention du Fonds s'inscrit-il dans la mission d'accompagnement vers l'accès aux services essentiels ?



**Bernard Guirking** : L'accès universel et durable aux services essentiels passe nécessairement par le renforcement des compétences des acteurs locaux. En nous associant avec AgroParisTech et MINES ParisTech pour monter la

Chaire ParisTech «SUEZ - Eau pour Tous», nous avons fait le choix de proposer une formation diplômante de haut niveau aux futurs managers des services d'eau et d'assainissement. C'est un investissement qui portera des fruits dans la durée.



**Bernard Guirking**  
Vice-Président de l'Institut Pasteur,  
délégué régional du Groupe SOS

### Marie-Ange Debon

Directeur Général Adjoint en charge de l'International, SUEZ



**Marie-Ange Debon** : La Chaire ParisTech «SUEZ - Eau pour Tous» et le Prix SUEZ initiatives - Institut de France poursuivent un objectif commun : favoriser le transfert et le partage des connais-

sances et des pratiques, et ainsi nourrir une dynamique constructive de recherche et d'expérimentation de solutions innovantes et viables. Ce double engagement vient compléter notre soutien aux projets de terrain.



# Renforcer les compétences et stimuler l'innovation



# 3



Le Master apporte un enseignement théorique et visite technique

## FORMER ET COACHER LES MANAGERS DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

### PARISTECH «SUEZ - EAU POUR TOUS»

MONTPELLIER, FRANCE

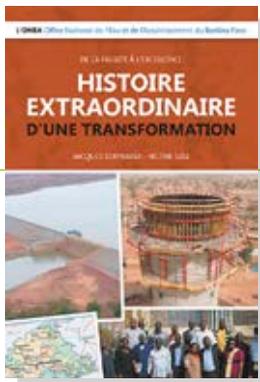
Oui, l'accès universel à l'eau et à l'assainissement peut devenir une réalité dans tout pays pauvre, même lorsque la population et l'urbanisation croissent vertigineusement et que les ressources en eau sont menacées par le changement climatique. Oui, un service public peut devenir performant dès lors qu'existent une volonté politique et un projet stratégique fermement conduit par des managers impliqués : c'est cette double conviction, illustrée par la réussite exemplaire de la transformation de services d'eau comme l'ONEA (Office National de l'Eau et de l'Assainissement du Burkina Faso), qui anime l'équipe pédagogique de l'International Executive Master Eau pour Tous (IEM-OpT). Co-fondée en 2008 par le Fonds SUEZ initiatives, ParisTech, Agro-ParisTech et MinesParisTech,

ParisTech «SUEZ - Eau pour Tous» propose chaque année à une trentaine de managers de services urbains d'eau potable ou d'assainissement, francophones et anglophones, une formation sur 16 mois associant développement de connaissances managériales, acquisition de connaissances sectorielles et transformation pour devenir leader du changement. La démarche pédagogique repose sur l'alternance

service d'origine, l'objectif étant de mettre directement en pratique les apprentissages en élaborant progressivement un plan d'action stratégique à l'horizon 15-20 ans. Les auditeurs sont également immergés pendant quatre semaines dans un service qui a réussi et poursuit sa transformation, à Ouagadougou pour les francophones, à Kampala pour les anglophones : une «simulation de vol» qui leur permet de revivre en accéléré 20 années de combats, de réussites, d'obstacles, d'adaptations, de rebondissements. Enfin, les auditeurs bénéficient d'un accompagnement personnalisé, avec un tuteur qui stimule leur progression académique, et un mentor qui accompagne leur développement personnel.

Le 14 avril 2016, les lauréats de la promotion en cours recevront leur diplôme lors d'une cérémonie officielle, ils auront alors acquis les compétences stratégiques et opérationnelles nécessaires pour mener leur service vers l'excellence en termes de continuité, qualité, durabilité et accessibilité. ★

Lors du 7<sup>ème</sup> Forum mondial de l'eau qui s'est tenu à Daegu (Corée du Sud) en avril 2015, a été présenté l'ouvrage «**De la faillite à l'excellence - Histoire extraordinaire d'une transformation**», co-écrit par Jacques Bertrand et Hélène Géli. Le livre raconte, données et résultats chiffrés à l'appui, l'aventure humaine et managériale qui a conduit à la transformation de l'ONEA (Office National de l'Eau et de l'Assainissement du Burkina Faso).



**Les lauréats auront acquis les compétences stratégiques et opérationnelles nécessaires pour mener leur service vers l'excellence.**

entre périodes d'acquisition de compétences à Montpellier et périodes de mission dans le

« Le Programme développe notre pensée stratégique sur des horizons qui dépassent ceux sur lesquels nous avons l'habitude de travailler. Dans nos établissements c'est à 3 ans/4 ans que nous fixons nos stratégies, alors qu'en fait c'est bien plus loin qu'il faut se projeter. L'anticipation sur le moyen terme et long terme est de mise pour s'inscrire dans des investissements qui couvrent bien la demande, au regard de la croissance urbaine et démographique, constante et connue. »

**Moumouni Sawadogo,**  
Directeur de 4 départements au sein de l'ONEA / Burkina Faso - Planification/Exploitation/ Clientèle/Communication

« Les auditeurs de la Chaire sont amenés à jouer un rôle clé dans la transformation de l'accès aux services essentiels dans leurs pays, et cela dans des contextes difficiles. Cela est particulièrement vrai pour les femmes, très peu nombreuses, et en butte à de multiples freins culturels. Cette année, j'ai accompagné comme mentor les 3 seules femmes de la promotion anglophone. Au fil d'échanges personnels réguliers, je les ai progressivement aidées à gagner en confiance et à mieux affirmer leur ambition, et je dois dire qu'elles m'ont aussi beaucoup apporté. C'est un engagement fort, exigeant mais passionnant. »

**Pascale Guiffant,**  
Directrice Adjointe Développement Durable et Réputation SUEZ

« La formation m'a permis de disposer d'aptitudes à concevoir et à mettre en œuvre des cadres institutionnels viables pour garantir une claire répartition des grandes fonctions sectorielles et des responsabilités inter-acteurs, socle d'un développement harmonieux et durable du secteur de l'eau et de l'assainissement. Pour ce qui est de l'assainissement et vu les défis importants à relever, une meilleure organisation institutionnelle couplée à une ambitieuse et réaliste stratégie de développement permettra d'atteindre des objectifs inespérés. »

**André Kouamé N'Guessan,**  
Sous-Directeur de la Planification et de la Mobilisation de Financement à l'ONAD - 3<sup>ème</sup> Promotion 2011-2012, Denis Mwanza

« Mon rôle est d'aider les étudiants à améliorer leurs productions écrites et orales... mais ils ont aussi besoin de se sentir soutenus. Quand ils sont en France, ils sont loin de leur famille, de leurs amis, et le choc culturel peut être important... Ce sont des professionnels et ils n'ont plus l'habitude de suivre des cours, c'est aussi un aspect difficile pour eux. Au cours de la formation ils passent par des hauts et des bas, tout va vite et ce n'est pas facile pour eux de concilier leur travail et leur formation. C'est pour cela que je me sens utile. »

**Françoise Petitpain-Perrin,**  
Responsable gestion des connaissances / Knowledge Manager Tuteur SUEZ



Des futurs leaders enthousiastes et décidés



Les lauréats du Prix 2014 «Accès aux services essentiels» reçoivent leur prix de Claire Martin, membre du jury, Directeur RSE de Renault et Directeur de la Fondation Renault

## DES PRIX POUR FAIRE GAGNER L'ACCÈS AUX SERVICES ESSENTIELS

### PRIX INITIATIVES FRANCE

Construire une unité de production de biogaz dans une prison éthiopienne, développer un système de toilettes franchisé dans les bidonvilles du Kenya, monter un «Club des mères» au Togo, transformer des déchets organiques en briquettes de charbon en Ouganda, produire et diffuser des récipients de conservation et de potabilisation de l'eau au Cameroun... autant de projets nés à l'épreuve des besoins du terrain, et qui apportent des solutions innovantes, efficaces et accessibles. Les mettre en lumière pour les faire connaître, en faciliter la diffusion, voire la répliquer, et les aider à se développer,

tels sont la raison d'être et les objectifs du Prix SUEZ initiatives – Institut de France.

Créé en 2011, le Prix SUEZ initiatives – Institut de France récompense «des projets et des innovations qui contribuent à développer les services de l'eau, de l'assainissement et la gestion des déchets dans les pays en développement».

Pour chaque édition, deux types de Prix sont remis, selon deux types de candidats : le Prix Accès aux Services Essentiels (d'un montant de 50 000€), qui vise à faire le lien entre l'innovation et les projets opérationnels de développement, récompense un projet développé par un organisme à but non lucratif ; le Prix Entrepreneur Social (d'un montant de 50 000€) qui vise à soutenir le

développement d'activités économiques, souvent génératrices d'emplois et ayant un impact sur le plan social, récompense une initiative portée par un entrepreneur social.

L'appel à candidatures pour l'édition 2015-2016 a été clos le 15 janvier 2016. Cinquante-sept dossiers ont été reçus. Ces dossiers seront étudiés par la Commission technique 2016 des Prix SUEZ initiatives – Institut de France, puis soumis au Jury. Les prix seront remis lors d'une cérémonie officielle à l'Institut de France le 29 Juin 2016 sous la présidence conjointe de Jean-Louis Chaussade, Président du Fonds SUEZ initiatives, et Gabriel de Broglie, Chancelier de l'Institut de France. \*

**Mettre en lumière, pour les faire connaître, des projets de terrain qui apportent des solutions innovantes, efficaces et accessibles. En faciliter la diffusion, voire la répliquer, et les aider à se développer, tels sont les objectifs du Prix SUEZ initiatives – Institut de France.**



Partenaire du Prix, l'Institut de France accueille la Cérémonie de remise des Trophées



Les lauréats du Prix 2014 «Entrepreneuriat social», une dimension clé dans le développement

## DANS LES COULISSES DU PRIX SUEZ INITIATIVES - INSTITUT DE FRANCE

Interview d'Elena Senante, responsable de programmes du Fonds SUEZ initiatives

**Pouvez-vous nous expliquer comment sont choisis les lauréats des Prix SUEZ initiatives – Institut de France ?**

**Elena Senante :** C'est un processus en trois étapes. D'abord, nous lançons un appel à candidatures, le plus large possible, via les outils et réseaux de l'Institut de France et ceux du Fonds. Les équipes du Fonds et de l'Institut de France procèdent alors à une présélection parmi la soixantaine de projets qui arrivent. Cette présélection est ensuite soumise à la Commission technique, qui est chargée d'analyser l'intérêt et la pertinence des dossiers présentés au regard des critères requis, puis d'établir sur cette base une liste de cinq finalistes pour chaque prix. Enfin le jury choisit et nomme les deux lauréats parmi les finalistes.

**Qui sont les membres de la Commission technique et du jury ?**

**ES :** Les membres de ces deux instances sont choisis conjointement par le Fonds SUEZ initiatives et l'Institut de France. La Commission technique regroupe une dizaine d'experts issus des secteurs de l'entrepreneuriat social et du développement (institutions internationales et bailleurs de fonds), ainsi que des représentants du groupe SUEZ et de l'Institut de France. Le jury se compose de membres des différentes Académies de l'Institut de France (Académie française, Académie des sciences et Académie des sciences morales et politiques), et de représentants du monde de l'entreprise, des fondations et de la société civile. Cette diversité favorise un croisement des regards et des points de vue très riche et gage d'impartialité.

**Y a-t-il un profil type du candidat aux Prix SUEZ initiatives – Institut de France ?**

**ES :** Les dossiers que nous recevons émanent de porteurs de projets très différents. Certains sont de grosses structures, reconnues, mais qui sont toujours dans une dynamique de progression et d'innovation. D'autres sont de taille beaucoup plus modeste, souvent leurs projets sont nés sur le terrain, avec des moyens très limités, mais des résultats déjà probants qui méritent d'être encouragés et mis en lumière.

**Que deviennent les lauréats après la cérémonie de remise des Prix ?**

**ES :** Nous sommes très attachés au suivi, dans la durée, des porteurs de projets que nous récompensons. D'abord, parce que les prix sont conçus pour encourager le partage des bonnes pratiques, ce qui exige une évaluation et une modélisation rigoureuses et régulièrement actualisées des projets réussis, disponibles sous forme de vidéos et de fiches techniques sur notre site internet. Ensuite, parce que nous essayons toujours de favoriser les synergies entre les porteurs de projets que nous accompagnons, ce rôle de go-between fait partie de notre mission. \*

[www.prix-initiatives.com](http://www.prix-initiatives.com)



# LE FONDS EN MOTS ET EN CHIFFRES

**153** DOSSIERS SOUMIS  
AU FONDS SUEZ  
INITIATIVES EN 2015

**37** PROJETS  
PRÉSELECTIONNÉS

**26** NOUVEAUX  
PROJETS  
RETENUS

**DONT**

**10** EAU ET  
ASSAINISSEMENT

**4** GESTION  
DES DÉCHETS

**5** URGENGE

**6** INSERTION

**1** INNOVATION

## SOUTIEN FINANCIER ET MÉCÉNAT DE COMPÉTENCES POUR TROIS AXES D'INTERVENTION

Le Fonds SUEZ initiatives soutient, des projets concrets en faveur de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à la gestion des déchets des populations défavorisées dans les pays en développement. Partie intégrante de cette vocation, il est partenaire d'AgroParisTech dans le cadre de la Chaire ParisTech «SUEZ Eau pour Tous», destinée aux futurs leaders locaux des services d'eau et d'assainissement.

En France, il s'implique pour l'insertion des personnes socialement fragilisées.

Le Fonds agit à travers des aides financières et du mécénat de compétences. Les collaborateurs du groupe qui s'engagent, sont réunis au sein de la «Communauté du Fonds».

## UN ACCOMPAGNEMENT EXIGEANT AU SERVICE DE LA PÉRENNITÉ DES PROJETS

Le Fonds sélectionne les projets qui lui sont adressés à travers un processus d'instruction

très strict qui se déroule en trois étapes : une présélection par l'équipe du Fonds, une notation argumentée par des salariés bénévoles, les «évaluateurs», enfin une décision finale par le Conseil d'administration. L'ambition du Fonds est d'avoir un impact réel en termes d'atteinte des objectifs, de pérennité des résultats, d'amélioration durable des conditions de vie des populations concernées, notamment du point de vue social. C'est pourquoi, le projet, une fois retenu, est suivi par un «référént», chargé d'en accompagner le bon déroulement.

Les projets peuvent être soumis au Fonds lors des deux appels à projets qui ont lieu chaque année, fin avril et fin octobre.

## UNE GOUVERNANCE COLLABORATIVE ET ENGAGÉE

La gouvernance du Fonds SUEZ initiatives est organisée sur un modèle partenarial qui privilégie la complémentarité des ressources, des compétences et des modes d'intervention au service de la co-construction réussie des projets.

Le Conseil d'administration est présidé par Jean-Louis Chaussade, Président-Fondateur. Epaulé par le Bureau du Fonds et le Comité consultatif d'investissement, le Conseil d'Administration définit la stratégie, adopte le budget et fixe le calendrier d'activités du Fonds.

Il se réunit deux fois par an et sélectionne les projets soutenus parmi ceux présélectionnés. Il est composé de 9 membres, élus pour trois ans : des représentants du Comité de direction du Groupe et des filiales qui contribuent au Fonds SUEZ initiatives ainsi que des personnalités expertes indépendantes.

L'équipe permanente du Fonds, dirigée par Myriam Bincaille, assure, avec l'appui des évaluateurs et des référents, la mise en œuvre et le suivi opérationnel des orientations stratégiques et des décisions du Conseil d'Administration. \*

*Le Fonds SUEZ initiatives est un fonds de dotation régi par la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 et le décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation, publié au journal Officiel.*

EN **2015**

- ▶ **30 ONG PARTENAIRES** POUR L'ACCÈS À L'EAU, L'ASSAINISSEMENT ET LA GESTION DES DÉCHETS EN FRANCE
- ▶ **12 ASSOCIATIONS PARTENAIRES** POUR L'INSERTION
- ▶ **56 PROJETS SOUTENUS**



DEPUIS **2011**

- ▶ UN BUDGET CONSTANT DE 4 M€ PAR AN, SOIT **20 M€ DEPUIS LA CRÉATION DU FONDS**
- ▶ POUR CHAQUE PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AUX SERVICES ESSENTIELS, DE **1 500 À 600 000 BÉNÉFICIAIRES**

# remerciements

**Myriam BINCAILLE, Déléguée générale, Agatha CONSTANTINI, Chargée de projets, Muriel LEROY, Responsable de projets, Beatrice ROZIE-PERIER, Chargée administration et projets et Elena SENANTE, Responsable de programmes tiennent à remercier particulièrement tous les membres de la Communauté du Fonds qui apportent leur aide, sous forme de bénévolat ou mécénat de compétences, participant ainsi à cette aventure professionnelle et humaine formidable!**

H. Abdallah, M. Aupetitgendre, JM. Arousseau, M. Badie, A. Bajot, S. Barbezier, L. Barlet, H. Barthalan, B. Bon, T. Bataille, JM. Battarel, A. Bauzone, JP. Becue, C. Bergez, S. Berman, R. Bernardin, J. Bertrand, S. Besnault, JL. Besset, M. Bignot, P. Blayac, B. Bonello, Y. Bonhomme, C. Borralho, P. Bachelery, G. Boulanger, I. Bourgeat, S. Briand, C. Buard, J. Bui, B. Cabibel, A. Carbonel, I. Censi, C. Chamarat, P. Chantre, S. Charles, JC. Clermont, L. Constantini, P. Dauthuille, L. de Bodman, M. de Kervenoael, E. de La Gueronnière, J. de Montal, C. de Villepin, M. Debiais, Y. Decelle, B. Deleplancque, AS. Depoux, C. des Arcis, G. d'Hoop, Z. Doquang, S. Dubreil, C. Durand, I. Duval, A. Espina, E. Faure, P. Folliaison, V. Fournier, V. Fremin, C. Fuvelle,

T. Gaillard, P. Gaillard, D. Gaujous, A. Gauthier, F. Gautron, D. Geoffray, L. Gestin, P. Gislette, O. Godard, V. Gossare, AL. Grout, F. Guenerin, P. Guiffant, JP. Hangouët, JP. Harry, V. Heliot, T. Hernandez, M. Hurtrez, S. Istin, P. Jacq, V. Jamin, B. Janicijevic, M. Jasson, I. Jaugey-Ndiaye, C. July, Y. Kankarti, S. Kechit, F. Kicher, S. Klecha, A. Kuhn, J. Labre, F. Labussière, PJ. Lacombe, JM. Laouchez, J. Launay, P. Laurent, A. Le Moan, F. Le Quesne, A. Le Texier, J. Leclerc, F. Lefeuvre, M. Legsayer, P. Leon, Y. Lesti, C. Leterrier, X. Litrico, S. Lombard, JF. Loret, JM. Lotthé, H. Louvet, F. Lozivit, D. Lucente, H. Madiec, A. Magné, L. Malcorpi, J. Mallevalle, J. Manem, JJ. Marsaly, JL. Martel, L. Martin, M. Martin, S. Martin, JP. Mas, J. Mateos, JP. Maugendre, S. Maurel, M. Menard,

A. Merceron, F. Mestre, G. Michel, A. Michels, P. Monnier, J. Moreau, K. Mouhaddab, D. Moulin, C. Muzart, P. Nello, LJ. Noyel, O. Oberti, K. Odeh, P. Odievre, D. Ogeron, C. Orget, C. Orsingher, M. Perez, J. Petelet, F. Petitpain-Perrin, H. Pham, VT. Pham, V. Piazza, D. Pin, P. Pina, JM. Piriou, S. Planchon, D. Plantier, R. Plotard, E. Pomar, JM. Ponte, A. Pouliquen, PY. Pouliquen, D. Ricros, H. Rigolot, JP. Rizza, JF. Robin, M. Rodriguez, M. Rouez, S. Rous, JM. Rousseau, P. Sacareau, F. Salvia, C. Savey, J. Sayegh, B. Schweisguth, H. Sedkaoui, M. Semmaa, JC. Seropian, R. Serra, M. Simon, D. Sinapah, P. Swyngedau, A. Tricaud, H. Valade, F. Van Rijckevorsel, H. Vanden Bossche, T. Veith, S. Venot, F. Vias, F. Vigier, S. Vinsot, RI. Virgilio-Venancio, P. Vizier

## nos partenaires



Au Népal, après le séisme, les denrées vitales arrivent en hélicoptère

**Directeur de publication : Myriam Bincaille - Responsables de production : Elina Senante - Muriel Leroy - Réalisation : Anne Cormier/Dimitri Dubreucq [www.epcus.fr](http://www.epcus.fr)**

Crédits photos : © SUEZ environnement, A. de Cadoudal, G. Sirel, S. de Bourgies, de Poorter, M. Bertrand, Capa Pictures/P. Olivier, J. Luth, A. Deltienne, R. Waks, W. Daniels, 100 Fontaines, ACF, Acta Vista, ACTED, AFEMAC, AUC, Amor, AMREF - Bruno Tocaben, AQUASSISTANCE, Atouts Cours, CARE, Chaire ParisTech-SUEZ-Eau pour Tous, CEFREPADE, Croix Rouge Française, Découvrir-Analyser-Agrir, Eau et Vie, Eau Vive, GoodPlanet - A. Miquel, Gret, GK Savar, Institut de France /D. Flowy, InierAide, Lazare, La CIMADE - A. Bellamy, R. Flichman, T. Chapeller, Maison pour Rebondir, Morija, Première Urgence Internationale, Promoflemmes, Les Puits du Désert-Tidène, Rain Drop/J. Lusseau, N. Plante, Réseau Coccagne, Rejoué, Rotary Madagascar, San Lorenzo, Secours Catholique-Caritas France, Solidarités International, Triangle GH Soudan, Unis-Cité, D. Dubreucq-D. Kenyon - AVRIL 2016. Ce document est imprimé sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council FSC TM par un imprimeur éco-responsable ayant obtenu le label Imprim'Vert. Impression : Desbouis-Gresil



Tour CB21 - 16, Place de l'Iris - 92040 Paris / La Défense - France  
[fonds.initiatives@suez-env.com](mailto:fonds.initiatives@suez-env.com) - [www.suez-environnement.fr](http://www.suez-environnement.fr)

[www.savoirspartages-suez-environnement.com](http://www.savoirspartages-suez-environnement.com)